

PQ: consultation sur la politique culturelle d'un Québec souverain

Page B 8



Le Hamas présente son gouvernement à Mahmoud Abbas

Page B 1

www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

Vol. XCVII N° 60

LE LUNDI 20 MARS 2006

87c + TAXES = 1\$

## Treize Jutra à C.R.A.Z.Y.



Le comédien Michel Côté (meilleur acteur de soutien) et le réalisateur de C.R.A.Z.Y., Jean-Marc Vallée (meilleure réalisation), hier soir, au Théâtre Maisonneuve, où se déroulait la remise des prix Jutra.

### Élise Guilbault déclarée meilleure actrice pour son interprétation dans La Neuvaine

ODILE TREMBLAY

Le raz-de-marée était prévu, mais son ampleur laisse sans voix. Treize Jutra pour C.R.A.Z.Y. de Jean-Marc Vallée qui a balayé d'un souffle ses concurrents hier soir au Théâtre Maisonneuve. Après le triomphe aux Génies canadiens lundi dernier, les lauriers québécois se sont succédé sur la tête de cette chronique familiale des an-

nées 60, qui vole de succès en triomphes. Meilleur film, meilleure réalisation, meilleur scénario, meilleure direction de la photographie, meilleure direction artistique, meilleur son, meilleur montage, meilleurs costumes, meilleur maquillage, meilleures coiffures. Du côté de l'interprétation, le jeune Marc-André Grondin, héros du film, qui s'était vu préférer son partenaire Michel Côté (le papa) dans la catégorie

du meilleur acteur aux Génies, tenait enfin sa statuette aux Jutra. Meilleur acteur pour lui donc, mais également meilleur acteur de soutien pour Michel Côté, qui atterrissait dans une catégorie parallèle. Danielle Proulx (la maman) déjà couronnée aux Génies, repartait également des Jutra avec son laurier de la meilleure actrice de soutien. Pierre-Luc Brillant, en

VOIR PAGE A 8: JUTRA

## Le PLC élira son chef à Montréal

L'élection aura lieu lors d'un congrès politique cet automne

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Le Parti libéral du Canada a choisi de désigner son prochain chef à Montréal, en décembre, afin de présenter un «nouveau visage» du parti et de raviver l'ardeur des troupes mises à rude épreuve dans la province depuis l'éclatement du scandale des commandites. Le renouvellement des idées du parti risque toutefois d'être relégué au second plan, comme ce fut le cas lors du couronnement de Paul Martin, puisque le congrès politique se tiendra simultanément.

Le PLC n'a pas caché sa mauvaise posture au Québec: non seulement y a-t-il fait élire seulement 13 députés le 23 janvier dernier, mais sa dette y est colossale: plus de deux millions de dollars, soit un peu plus que la dette du parti pour tout le reste du pays (pour un total d'environ quatre millions). «La reconstruction de notre parti nécessitera qu'on rétablisse notre présence au Québec», a déclaré Michael Eizen- ga, le président du PLC, au terme d'une rencontre de deux jours de l'exécutif national pour élaborer les règles de cette course qui s'entame. «La situation au Québec est un peu particulière. Nous avons dû faire face à certaines réalités», a ajouté, sibyllin, Robert Fragnaso, président de l'aile québécoise du PLC. Le PLC facilitera l'accès à sa course au leadership en abaissant les règles d'adhésion des candidats.

VOIR PAGE A 8: PLC



GLEB GARANICH REUTERS

BIÉLORUSSIE

### L'opposition demande une nouvelle présidentielle

L'opposition biélorusse a demandé hier l'annulation de l'élection présidentielle qui donnerait une large victoire à Alexandre Loukachenko et a réclamé une nouvelle élection. Le principal candidat de l'opposition, Alexandre Milinkevitch, a accusé celui qui dirige le pays d'une main de fer depuis 1994 d'avoir falsifié les résultats avant même la publication des chiffres officiels. Selon des résultats annoncés dans la soirée par le chef de la commission centrale électorale, portant sur près de 20% des bulletins, Alexandre Loukachenko se dirigeait vers une victoire écrasante et un troisième mandat. Lidia Yermochina a affirmé qu'il avait remporté 89% des suffrages.

■ Nos informations en page B 1

INDEX

Annonces	B 5	Idées	A 7
Avis publics	B 2	Météo	B 5
Convergence	B 6	Monde	B 3
Culture	B 8	Mots croisés	B 5
Décès	B 5	Religions	B 5
Économie	A 5	Sudoku	B 2
Éditorial	A 6	Télévision	B 7

L'ENTREVUE

## Le retour au tribalisme

Pour la philosophe Nayla Farouki, l'Occident est déchiré entre les forces de la tribu et les forces civilisatrices

En ce début du troisième millénaire, alors que les tensions entre l'Occident et le reste du monde ne cessent de s'intensifier, laissant pressentir un choc des civilisations, la philosophe et historienne des sciences et des idées Nayla Farouki a cherché à cerner les traits, les valeurs et les circonstances qui ont façonné l'Occident d'aujourd'hui, devenu la plus importante puissance politique, économique et militaire du monde.

PAULINE GRAVEL

Dans son dernier ouvrage, *Les Deux Occidents* (éditions des Arènes, 2004), Nayla Farouki montre comment l'Occident est parvenu à s'affranchir de cette logique tribale primitive qui continue à s'exercer en de multiples lieux de la planète. Elle fait aussi remarquer que, loin d'être inflexible, l'Occident trébuche et retrouve ses instincts tribaux archaïques dès qu'il se sent menacé ou victime d'injustice. «Nous existons en tant que collectif avant d'exister comme individu, car l'homme est social avant d'être un homme», souligne-t-elle, désignant sous le vocable de tribus les collectifs humains. «La tribu donne à l'être humain-individu des repères, des normes, voire un sens à son existence. Elle fait en sorte que l'individu, dès son très jeune âge, sait qu'il a sa place à l'intérieur de ce cadre particulier pour le reste de sa vie. Et cette canalisation le rassure.» Ainsi, chaque individu aura tendance à vouloir être dans une tribu. Le tribalisme fait donc partie



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Nayla Farouki

de la nature humaine. La tribu fonctionne comme un seul organisme et non pas comme un ensemble d'individus, précise Nayla Farouki. Les notions de liberté et d'individualité y sont inexistantes. «Tel un organisme vi-

vant, la tribu n'a pas pour fonction d'assurer la survie et le bien-être des siens mais de protéger sa propre existence, et ce, aux dépens de la leur si nécessaire», écrit-elle. Sa règle première consiste à faire passer son propre intérêt avant les volontés et les désirs des individus qui la composent. Ces derniers sont donc au service du collectif.

La tribu assure la cohésion de ses membres au travers d'un sentiment d'appartenance qui peut reposer sur une religion, une langue, une culture et des traditions communes. Elle est toujours manichéenne, prévient la philosophe née au Liban et qui vit en France. La tribu définit et situe le bien à l'intérieur de chez elle, et le mal à l'extérieur.

George W. Bush l'a très bien souligné ces dernières années en martelant dans ses discours que «celui qui n'est pas avec nous est contre nous». Le président américain a toutefois travesti la parole du Christ: «Qui n'est pas contre nous est pour nous», fait remarquer avec ironie Nayla Farouki.

VOIR PAGE A 8: FAROUKI

PERSPECTIVES

## BHL, «vendeur d'idées»

Le dernier livre-événement de l'écrivain français Bernard-Henri Lévy, qui dit avoir traversé les États-Unis sur les traces de Tocqueville, a été durement critiqué aux États-Unis et en France. À l'heure du Salon du livre de Paris où la Francophonie est à l'honneur, toute cette affaire mérite un regard québécois.

On vante souvent la prescience de Tocqueville (1805-1859), mais jamais aurais-je pu me douter qu'il eût prévu jusqu'à l'existence de l'écrivain français Bernard-Henri Lévy. «Les littératures démocratiques fourmillent toujours de ces auteurs qui n'aperçoivent dans les lettres qu'une industrie, et, pour quelques grands écrivains qu'on y voit, on y compte par milliers des vendeurs d'idées», écrit-il dans *De la démocratie en Amérique* (tome II, première partie, chapitre XIV). «Vendeur d'idées»: comment qualifier autrement l'auteur d'*American Vertigo* (Grasset), livre-subterfuge de 500 pages, prétexte à une orchestration médiatique transatlantique visant à assurer à son auteur quelques parts de marché supplémentaires aux États-Unis.

Depuis ses débuts dans la carrière, l'écrivain a toujours su, de livre en livre, instrumentaliser deux choses: les auteurs du passé et une «grande cause» actuelle. BHL à Sarajevo, au cœur des Balkans en feu des années 90, c'était, disait-il, le digne continuateur du Malraux de la guerre d'Espagne. Après un retentissant échec au cinéma (il réalisa *Le Jour et la Nuit* il y a 10 ans) il s'avouera tenté, dans *Comédie* (1997),



Antoine Robitaille

VOIR PAGE A 8: BHL

# LES ACTUALITÉS

EN BREF

## Le recensement canadien approche

Bathurst — Le prochain recensement canadien aura lieu le 16 mai. Un peu plus de 32 millions et demi de personnes réparties sur les quelque 9,2 millions de kilomètres carrés du territoire canadien seront questionnées. Depuis plus de 300 ans, le recensement dresse un portrait statistique de la population et des collectivités canadiennes. Tous les cinq ans, Statistique Canada mène cette enquête. Pour la première fois, les répondants auront le choix de remplir leur questionnaire en direct sur Internet, ou sur papier. — PC

## Un Afghan risque la peine de mort pour s'être converti au christianisme

Kaboul — Un Afghan converti au christianisme a été arrêté et risque la peine de mort s'il refuse de redevenir musulman, conformément à la loi islamique de la charia, ont indiqué hier les autorités judiciaires afghanes. L'homme, Abdul Rahman, a été emprisonné il y a deux semaines après que ses proches aient révélé sa conversion à la police, a déclaré à l'AFP un juge de la Cour suprême, Ansarullah Mawlavizada. « Cette homme s'est converti au christianisme, et il est jugé pour cela depuis la semaine dernière » dans un tribunal ordinaire, a ajouté le juge, sans s'avancer sur une date concernant la fin du procès. Abdul Rahman pourrait être condamné à mort s'il refusait d'embrasser à nouveau l'islam, conformément à la charia qui interdit à tout musulman de se convertir à une autre religion, a précisé M. Mawlavizada. La constitution de la République islamique d'Afghanistan, adoptée en janvier 2004, stipule qu'« aucune loi ne peut être contraire aux principes de la religion sacrée de l'islam ». — AFP

## Baiser de la Saint-Patrick



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

**LES POMPIERS** Luc et Johanne, de la caserne 27, ont embrassé à pleine bouche le thème « Kiss me, je suis un Irlandais », lors du 182<sup>e</sup> défilé montréalais de la Saint-Patrick hier. L'événement, qui marque aussi l'arrivée du printemps, est l'un des plus anciens à célébrer le saint patron des Irlandais en Amérique du Nord. Les organisateurs de cette fête où le vert et le trèfle à quatre feuilles sont omniprésents attendaient d'ailleurs une foule de plus de 100 000 personnes.

## Grippe aviaire

## Surveillance et consignes de sécurité à l'arrivée des oiseaux migrateurs

Québec — En cette période de migration des oiseaux sauvages, le gouvernement du Québec présente un plan de surveillance du virus de la grippe aviaire.

Les citoyens sont invités à suivre quelques consignes de sécurité, particulièrement à l'approche de la saison de chasse à Foie blanche.

Pour empêcher la transmission de maladies, il faut éviter de toucher aux oiseaux, porter des gants lors de la manipulation ou du nettoyage des mangeoires et les maintenir propres en les nettoyant avec un mélange d'eau et d'eau de Javel.

Les chasseurs doivent également porter des gants lors de la manipulation des oiseaux sauvages, se laver les mains et bien nettoyer les surfaces et instruments utilisés pour éviter de contaminer d'autres produits de consommation.

Conservé la viande de gibier à température froide et bien faire cuire la viande permet d'éliminer la présence de tout virus.

Rappelons qu'il est normal au printemps de découvrir des oiseaux faibles ou morts pour diverses raisons. Toutefois, les cas suspects doivent être signalés au ministère des Ressources naturelles et de la faune pour analyses au laboratoire du MAPAQ à Saint-Hyacinthe ou à la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal.

Récemment, plusieurs oies des neiges mortes ont été découvertes dans un champ près de Salaberry-de-Valleyfield, en Montérégie. Les autopsies sur sept oiseaux ont révélé qu'ils n'étaient pas atteints du virus de la grippe aviaire.

Presse canadienne

## L'écosystème autour du mont Orford serait menacé

La Société de conservation du corridor naturel de la rivière au Saumon s'inquiète

ALEXANDRE SHIELDS

La Société de conservation du corridor naturel de la rivière au Saumon (SCCNRS), un cours d'eau situé tout juste au nord du parc national du Mont-Orford, s'insurge à son tour de voir les libéraux de Jean Charest aller de l'avant avec le projet de vente d'une partie du parc à un promoteur privé qui compte y ériger des immeubles résidentiels. Une telle initiative pourrait en effet «anéantir les efforts de conservation» mis en œuvre par cet organisme.

Le regroupement, qui reçoit pourtant du financement du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, affirme d'ailleurs n'avoir jamais été consulté dans l'élaboration du plan gouvernemental, alors que le projet pourrait avoir un impact sur le bassin versant de la rivière au Saumon. Celui-ci couvre un territoire de 290 kilomètres carrés, dont la partie nord du parc national du Mont-Orford. Cette rivière prend d'ailleurs sa source dans le lac Brompton, limitrophe au parc, et se jette dans la rivière Saint-François.

La Société de conservation a notamment recensé de nombreux animaux vivant sur ce territoire et qui ont besoin d'une aire importante pour se déplacer. Ceux-ci passent donc aisément du parc national aux terrains privés. C'est le cas du lynx roux, mais aussi de certains cervidés et d'oiseaux rapaces comme la pygargue à tête blanche et le faucon pèlerin. D'où l'importance, selon la directrice de la SCCNRS, Jocelyne Bastien, de considérer toute cette zone comme un tout indissociable.

Selon Mme Bastien, le corridor naturel de ladite rivière comporte également de nombreuses espèces animales et végétales «qui ont une très grande importance sur le plan écologique et de la biodiversité». C'est le cas de certains batraciens, mais aussi de rongeurs qui poussent dans cette région en raison de la présence de serpentine,

une roche métamorphique plutôt rare. Quelque 33 % de la superficie estrienne couverte par cette roche s'y retrouve. De plus, ce bassin versant comporte de nombreuses frayères de salmonidés, des espèces très sensibles.

L'organisme, qui existe depuis 2003, travaille donc de concert avec les propriétaires de terrain privés qui font partie de ce corridor naturel pour les inciter à en protéger l'équilibre écologique. Le conseil d'administration doit également décider demain s'il prendra part à la coalition SOS Orford, qui demande l'abandon du projet approuvé par les libéraux provinciaux.

## L'opposition

La coalition SOS parc Orford a par ailleurs réagi avec scepticisme à la manchette du *Devoir* de samedi voulant que Québec s'apprêterait à acheter des terrains situés au nord du parc national et appartenant à de grands propriétaires. «On ne s'oppose pas à l'agrandissement du parc, mais cela ne change rien à l'illégalité de la vente de terrains», selon une porte-parole de la coalition, Gisèle Lacasse-Benoit. Elle ajoute que «l'objectif de porter 8 % les territoires protégés au Québec ne doit pas se faire au détriment des parcs actuels, c'est illogique». Mme Lacasse-Benoit, qui est aussi présidente de Memphrémagog conservation, ajoute que la région est déjà soumise à «une pression importante en terme de développement» immobilier.

Après seulement une semaine d'existence, la coalition continue de recueillir de nombreux appuis dans sa lutte contre le projet de privatisation d'une partie du parc estrien. Le regroupement prévoit une manifestation dimanche prochain et une autre à Montréal le 22 avril, Jour de la Terre. Il vient de lancer un site Web, une pétition et prévoit bientôt organiser un spectacle bénéfique.

Le Devoir



CETTE SEMAINE

# Radio-Canada

VOUS PROPOSE...



En primeur à la télé, le film de Jean-François Pouliot, scénario de Ken Scott : «La Grande séduction». Tombez sous le charme des habitants de Sainte-Marie-La-Mauderne!

**SAMEDI 25 MARS 19H30**  
«LA GRANDE SÉDUCTION»



Monique Giroux, à Paris pour la Semaine de la Francophonie, reçoit Jane Birkin, Corneille, Bori, Pierre Lapointe, Michel Faubert, Arthur H et plusieurs autres.

**TOUTE LA SEMAINE 13H30**  
FRÉQUENCE LIBRE



Le budget du Québec en direct, avec Marie-Josée Bouchard et Sébastien Bovet, suivi par les analyses de Gerald Fillion, Bernard Drainville et leurs invités.

**JEUDI DÈS 15H30**  
LE BUDGET DU QUÉBEC EN DIRECT



Pour les 5 ans de «Bande à part», un spectacle éclaté avec des artistes de la musique émergente : aKido, Karkwa, Les Dales Hawerchuk et Malajube.

**VENDREDI 22H**  
BANDE À PART



Réalisateur, comédien, monteur, scénariste, producteur... le cinéma a marqué la vie de Claude Jutra. Et Claude Jutra a marqué à jamais le cinéma québécois.

**EN LIGNE À**  
[www.radio-canada.ca/archives](http://www.radio-canada.ca/archives)  
«CLAUDE JUTRA, UNE VIE EN 24 IMAGES»



# POLITIQUE



Chantal Hébert

## Sorry, I don't speak French!

Dans l'ouvrage qu'il vient de publier sur l'avenir de la politique linguistique fédérale au Canada (anglais), mon collègue Graham Fraser décrit ainsi le contrat initial des élites canadiennes à l'égard du projet de Pierre Trudeau: «Nous allons enseigner le français à nos fonctionnaires, nous allons envoyer nos enfants dans les plus prestigieuses écoles d'immersion et, en attendant qu'ils soient grands, nous allons laisser des avocats québécois diriger le Canada.»

Au moment où il a rédigé la préface de *Sorry, I Don't Speak French*, personne, y compris Fraser, ne pensait que ce serait les électeurs québécois qui auraient le rôle déterminant dans l'acte de mettre fin au règne de presque 40 ans de la lignée des prétendants québécois au trône fédéral. Quand l'ouvrage était sous presse, l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement conservateur et, a fortiori, la percée québécoise de Stephen Harper n'étaient pas sur l'écran radar.

Du coup, l'auteur ne pouvait pas savoir non plus que son livre sortirait en librairie au moment où le Parti libéral du Canada prépare une course à la succession qui pourrait voir la formation d'un concept de la dualité linguistique remettre en cause la nécessité d'être fonctionnel en français pour la diriger.

Les enfants de l'immersion ont grandi, mais ils ne semblent pas être devenus des vedettes montantes libérales. À l'heure actuelle, la moitié des aspirants présidents à la direction du parti ne pourraient pas soutenir une conversation digne de ce nom en français. Cela inclut Belinda Stronach, incapable le mois dernier de comprendre une question simple sur ses ambitions au leadership et encore moins d'y répondre.

Aux dernières nouvelles, Mme Stronach et au moins deux autres de ses ambitieuses comparses s'étaient inscrits en immersion intensive. La nécessité d'être performant suffira-t-elle à produire le miracle linguistique espéré? Autrement, on verra si l'idée qu'il suffit de faire preuve de bonne volonté pour réussir le test de la langue tient la route avec des militants libéraux qui professent en temps normal une vénération sans bornes pour l'héritage de Pierre Trudeau.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la situation du PLC est riche en paradoxes et à plusieurs niveaux. D'abord, alors qu'au sein de la population canadienne le niveau de bilinguisme a tendance à être plus élevé parmi les couches les plus jeunes de la société, c'est le contraire parmi la cohue qui se bouscule au portillon libéral. Les John Godfrey, Michael Ignatieff, Bob Rae sont tous plus à l'aise en français que la génération qui les talonne.

Ensuite, à voir la facilité avec laquelle plusieurs champions olympiques canadiens s'expriment en français le mois dernier, on pourrait croire que l'acte d'apprendre l'autre langue serait plus compatible avec l'entraînement d'un athlète qu'avec celui d'un politicien fédéral. Comment autrement ex-

pliquer que le français de Scott Brison et de Belinda Stronach, qui en seront tous les deux à leur seconde course au leadership fédérale s'ils se présentent, n'ait à peu près pas progressé entre les deux? Ou que Ken Dryden s'exprimait plus facilement en français quand il gardait les buts du Canadien que quand il gardait ceux de Paul Martin?

C'est pourtant sur la colline parlementaire que Stephen Harper, à l'époque où il était simple adjoint de député, a perfectionné le français dont il avait appris les rudiments sur les bancs de l'école secondaire et dans des camps d'immersion. Fraser raconte que le chef conservateur s'astreignait à suivre les séances des comités parlementaires en français par l'entremise de la traduction simultanée.

Les développements libéraux vont dans le sens des inquiétudes exprimées par Fraser dans son ouvrage. Car il est de ceux (moins nombreux hors du Québec ces années-ci) qui estiment que la survie du Canada tel qu'on le connaît dépendra de la place que sa gouvernance fera à la dualité linguistique. À cet égard, l'issue de la course libérale lui fournira certainement des éléments de réponse. Cela dit, le vrai test politique de l'aventure linguistique canadienne est vraisemblablement ailleurs, dans la suite des événements que son livre, pour des raisons de calendrier politique, n'a pas pu voir venir.

Depuis l'avènement de la politique de bilinguisme, Stephen Harper est le premier chef fédéral issu du reste du Canada à devoir sa victoire à des électeurs québécois. Jusqu'au 23 janvier dernier, plusieurs avaient même conclu que le Québec était hermétiquement fermé à quiconque n'y avait pas de racines. Aujourd'hui, la percée conservatrice ne peut que conforter les libéraux dans l'idée que le successeur de Paul Martin pourrait tout aussi bien ne pas être québécois.

Avec la quasi-certitude que le prochain chef du PLC viendra également du ROC, l'époque où le reste du Canada dépêchait un Québec au front de l'adhésion du Québec à la fédération canadienne semble au moins temporairement révolue.

Ce changement relatif dans les mœurs fédérales est d'autant plus remarquable qu'il survient alors qu'il pourrait y avoir un troisième référendum québécois à l'horizon. Pour la première fois depuis l'avènement du mouvement souverainiste, la classe politique canadienne semble disposée à s'en remettre à un non-Québécois pour lui éviter une épreuve référendaire ou, à défaut, pour la remporter.

On verra à l'usage si l'arrivée au pouvoir à Ottawa de la nouvelle élite bilingue du ROC signale l'arrivée à maturité de certaines des promesses du contrat linguistique que sa classe politique s'était donnée en 1968 ou plutôt la désertion inexorable du Québec des institutions fédérales.

chebert@thestar.com

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

VANCOUVER

## Réunion des ministres de l'Agriculture

Vancouver — Les ministres de l'Agriculture du pays se rencontrent aujourd'hui, dans un centre de villégiature de Colombie-Britannique, pour discuter avant tout des pourparlers du commerce mondial, de la grippe aviaire et d'un régime d'aide aux revenus des agriculteurs.

Il y a quelques jours, en Ontario, des fermiers ontariens avaient manifesté leur frustration envers le programme fédéral-provincial d'aide aux fermiers en difficulté.

La crise des revenus des agriculteurs préoccupe tout le monde, affirme Bob Friesen, le président de la Fédération canadienne de l'agriculture. Selon lui, les cultivateurs aux prises avec des problèmes financiers voudraient être exemptés des frais d'ouverture de dossier exigés pour profiter du

Programme canadien de stabilisation du revenu agricole.

Pat Bell, le ministre de l'Agriculture de la Colombie-Britannique, reconnaît que certains aspects du programme d'aide agricole mis en place il y a trois ans ne fonctionnent pas bien, mais, à son avis, ses principes généraux sont adéquats.

Dans le dossier de la grippe aviaire, les mesures prises au Québec pourraient servir d'inspiration en ce qui a trait à la biosécurité pour les éleveurs de Colombie-Britannique, a aussi déclaré le ministre Bell. Au Québec, les poulets de ferme, normalement élevés en liberté, ont été placés à l'intérieur. C'est un exemple d'une stratégie qui pourrait devoir être employée en Colombie-Britannique, a-t-il dit.

Presse canadienne

## Le recteur Roch Denis sollicite un second mandat à l'UQAM

### Le Syndicat des professeurs préfère cette fois demeurer neutre par rapport à son ancien président

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Le recteur de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Roch Denis, sollicite un second mandat qui pourrait le placer aux commandes de l'établissement montréalais jusqu'à l'été 2011. Alors que la communauté de l'UQAM est consultée ces jours-ci sur l'appui qu'elle doit ou non lui réserver, le recteur promet qu'après avoir été «le secret le mieux gardé», l'UQAM est en voie de devenir «le secret le plus convoité».

Elu recteur de l'UQAM en août 2001, le politologue fait l'objet de consultations cette semaine qui décideront s'il peut ou non poursuivre l'action entreprise pour un quinquennat supplémentaire. Un comité de sélection de cinq membres, piloté par le président du conseil d'administration de l'UQAM Alain Lallier, interroge des étudiants et d'employés à compter d'aujourd'hui et jusqu'au 27 mars. Si aucune opposition ne se profile, les statuts de l'université prévoient que la candidature d'un recteur déjà élu peut être reconduite pour un second mandat.

Le renouvellement du mandat du recteur suit un processus très précis, qui s'est enclenché officiellement le 20 décembre dernier, alors que M. Denis a signifié au conseil d'administration de l'UQAM qu'il sollicitait un se-

cond mandat, qui pourrait commencer le 1<sup>er</sup> août prochain pour se terminer en juillet 2011. Au terme de la consultation orchestrée cette semaine, le comité de sélection présentera les résultats de son enquête, puis formulera un avis au conseil d'administration début avril. C'est le c.a. qui acheminera ensuite sa décision au gouvernement du Québec, lequel nommera le recteur par décret, et ce, en vertu de la Loi sur l'Université du Québec.

Syndicat neutre

Alors qu'il avait clairement offert son appui au recteur en 2001, le Syndicat des professeurs de l'UQAM (SPUQ) préfère cette fois demeurer neutre par rapport à Roch Denis, lui-même ancien président du SPUQ de 1989 à 1993. «Nous avons convenu cette fois de revenir à une attitude plus traditionnelle du SPUQ, qui en est une de neutralité», a déclaré la semaine dernière le président du syndicat, Jacques Pelletier. «Nous restons neutres parce que nous considérons que le premier bilan du recteur est mitigé: il y a du pour et du contre», a-t-il ajouté, précisant qu'il n'y avait pas «assez de contre pour le justifier, mais pas assez de pour non plus pour l'appuyer».

Dans un long texte traçant le bilan de son actuel mandat de même que ses intentions pour l'avenir, le recteur Denis note que si, au cours des dernières années, l'UQAM «en



Roch Denis

SOURCE UQAM

était venue à douter d'elle-même» et qu'elle projetait une «image brouillée», l'université a désormais «renforcé sa visibilité et sa crédibilité», augmentant au passage le nombre de étudiants la fréquentant et séduisant la communauté d'affaires lors d'une récente campagne de financement.

Après avoir réussi à effacer le déficit accumulé de l'établissement, l'équipe de direction actuellement en place entrevoit toutefois un avenir financier sombre si les budgets ne s'ouvrent pas pour les universités québécoises. «Écarter des effets cumulatifs du sous-financement face aux coûts crois-

sants de nos missions, nous avons dû nous résoudre, cette année, à rompre l'équilibre budgétaire en acceptant un déficit d'opérations» de l'ordre de 14 millions de dollars, note le recteur Denis, qui place «l'urgence du réinvestissement» comme «l'action la plus décisive et l'un de [ses] engagements primordiaux pour l'UQAM».

Le recteur promet de tout faire pour résorber le déficit d'espace auquel se heurte le développement de l'établissement, de favoriser la conciliation travail-famille-études, de valoriser l'enseignement et de mettre en œuvre une nouvelle politique facultaire (nouvelle répartition des responsabilités universitaires, une politique vivement critiquée par le SPUQ). «L'UQAM était le secret le mieux gardé, elle devient le secret le plus convoité», conclut M. Denis, dans un texte expédié à la fin février à l'ensemble de la communauté universitaire.

Roch Denis, qui dirige aussi la Conférence des recteurs et principaux d'université du Québec (CREPUQ) depuis près d'un an, a commencé sa carrière de politologue à l'UQAM en 1971. Avant de briguer le rectorat, il a présidé la Fédération québécoise des professeurs d'université (FQPPU), de 1993 à 1999, et a été secrétaire général du Centre de coopération interuniversitaire franco-québécois jusqu'en 2001.

Le Devoir

## Le ministère fédéral de la Justice nuirait aux enquêteurs de la GRC

Ottawa — Les Équipes intégrées d'application de la loi dans les marchés (EIALM) de la GRC, n'ont pas obtenu toute la collaboration promise par le ministère fédéral de la Justice, indiquent des documents obtenus par La Presse Canadienne en vertu de la Loi d'accès à l'information.

Créées en juin 2003, les EIALM, composées de policiers enquêteurs, d'experts comptables et de procureurs spécialisés, devaient permettre de poursuivre plus efficacement les fraudeurs corporatifs dans les marchés financiers canadiens.

Le gouvernement avait prévu une somme de 120 millions \$ sur cinq ans, notamment pour obtenir des avis juridiques nécessaires sur l'écoute électronique, des mandats de perquisition et la recherche d'informations lors des enquêtes des EIALM. Or, le ministère de la Justice, qui a reçu 17 millions \$ pour financer sa participation au projet, a longuement tardé à fournir ses procureurs, indique un document.

«Ce mémo a pour but d'exprimer notre inquiétude devant le manque de participation du ministère de la Justice aux EIALM jusqu'à maintenant», écrit le surintendant de la GRC John Sliter, directeur du nouvel organisme antifraude, dans une note envoyée au ministère de la Justice, presque un an après la création des EIALM.

«Nous avons actuellement un besoin criant d'experts légaux pour travailler à nos côtés. Ces gens devaient faire intégralement partie de nos équipes et leur absence est durement ressentie», ajoute le surintendant Sliter. Ainsi, des équipes d'enquêteurs à Halifax et Vancouver n'ont pu obtenir l'aide immédiate des procureurs fédéraux au moment où ils en avaient besoin.

M. Sliter signale en outre dans son mémo que les deux premiers bureaux des EIALM à Toronto et Vancouver n'avaient toujours pas de représentants du ministère de la Justice. «Nous nous sommes préparés en toute bonne foi à les accueillir et aucun des postes n'a été comblé jusqu'à présent», dit-il.

Un autre mémo envoyé sept mois plus tard au surintendant de la GRC laisse entendre que le problème n'est toujours pas réglé.

Ainsi, plus de trois ans après sa création, les EIALM n'ont toujours pas porté une seule accusation relevant de leurs enquêtes. Plus encore, tout indique que le ministère de la Justice n'a toujours pas comblé tous les postes de procureurs participant au programme. Selon un porte-parole du ministère de la Justice à Ottawa, des avocats fédéraux travaillent actuellement sur deux des trois Équipes intégrées à Toronto.

Presse canadienne

Sondage Léger Marketing

## Les juges gagnent des points, les politiciens en perdent

KARINE FORTIN

Les juges canadiens peuvent remercier le commissaire John Gomery qui a contribué à redorer l'image de leur profession auprès de la population. L'enquête publique n'a toutefois pas aidé la réputation des politiciens, qui crouspissent en bas de la liste des métiers les plus admirés.

Un sondage mené par Léger Marketing obtenu par La Presse canadienne révèle que 78 % des Canadiens font désormais confiance aux juges. Ce résultat, supérieur de 6 % à celui de l'an dernier, les classe juste derrière les policiers (81 %), mais devant les notaires (75 %) et les banquiers (72 %).

En comparaison, les politiciens ne convainquent que 14 % des répondants au lieu de 16 % en 2005. Au Québec, leur taux de confiance est d'à peine 10 %. C'est moins que les vendeurs d'automobiles (19 %) et très loin derrière les syndicalistes (38 %), les publicitaires (40 %) et les agents immobiliers (42 %).

D'après le responsable de l'étude, Christian Bourque, ce classement n'est pas très étonnant. «On

pense que les gens ont une réaction relativement émotive dans ce type de sondage-là, a-t-il expliqué. La grande popularité de John Gomery a sans doute permis aux juges de pointer à l'horizon alors qu'auparavant ils avaient une note plus ordinaire.»

À son avis, les politiciens n'ont cependant qu'eux-mêmes à blâmer pour leur descente aux enfers. Cependant, même si le scandale des commandites n'a pas aidé les élus au Canada, il convient de noter que la méfiance des électeurs est un phénomène mondial.

Intriguée par ce constat, la société Léger Marketing songe d'ailleurs à mener une étude sur l'importance qu'accorde la population aux questions d'éthique dans tous les domaines dont la politique et aussi dans les affaires, a confié M. Bourque.

Le Baromètre des professions est le résultat d'une enquête téléphonique menée auprès de 1500 Canadiens de plus de 18 ans entre le 14 et le 19 février 2006. La marge d'erreur du sondage est de 2,6 %, 19 fois sur 20.

Presse canadienne

La justice sociale au cœur de nos débats

## Les Soirées Relations

### Démocratie et contrôle territorial dans les Amériques

En 1850, le gouvernement canadien s'arrogeait le contrôle des terres autochtones, décision contestée jusqu'à ce jour. À travers la mondialisation, une situation comparable se poursuit avec la présence d'entreprises étrangères (dont plusieurs canadiennes) en Amérique du Sud. Ces dernières mettent en péril la survie des communautés et des écosystèmes.

Avec la participation de :

Liliana del Socorro Alzamora Flores, du Front de défense de la Vallée de San Lorenzo et Tambogrande (Pérou) ;

Hilaria Serrano Alejandro, du mouvement des Sans Terre de Bolivie ;

John Thomas, représentant du Centre d'amitié autochtone de Montréal.

Cette rencontre a lieu dans le cadre de la campagne «Argent du Nord/Terrus du Sud». Pour en savoir plus sur cette campagne : [www.ccdhal.org](http://www.ccdhal.org)

Le jeudi 23 mars 2006 de 19h00 à 21h30

Maison Bellarmin

25, rue Jarry Ouest, Montréal (métro Jarry)

Renseignements : Pascal Durand (514)387-2541 / [pdurand@cjf.qc.ca](mailto:pdurand@cjf.qc.ca)

Contribution volontaire : 5 \$

Site internet : [www.cjf.qc.ca](http://www.cjf.qc.ca)

LES SOIRÉES RELATIONS SONT ORGANISÉES PAR LE CENTRE JUSTICE ET FOI, 25 RUE JARRY OUEST, MONTRÉAL, QC H2P 1S6 - INFO : 514-387-2541



Christiane BENOÎT

Collection « La défi éducatif »

Renald LEGENDRE (directeur)

VISION NOUVELLE DE L'ADAPTATION SCOLAIRE

Pour remédier aux troubles d'apprentissage, surtout de les prévenir.

224 pages - 24,50 \$

GUERIN, éditeur Inc. (514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies

Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.



Par un collectif d'auteurs

Directrice de la collection

Marthe POULIN

HIGH 5 ANGLAIS LANGUE SECONDE

1<sup>re</sup> année du 1<sup>er</sup> cycle du secondaire

224 pages - 39,95 \$

LIDEC Inc. (514) 843-5991

En vente dans toutes les librairies

Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

LES ACTUALITÉS

Congrès mondial pour la paix

Imams et rabbins se rencontrent à Séville

Séville — Séville, ville du sud de l'Espagne dont l'histoire est partagée entre les trois religions monothéistes, accueillait hier soir et jusqu'à mercredi le 2<sup>e</sup> Congrès mondial des imams et rabbins pour la paix, forum de dialogue auquel participent plus de 150 personnalités de l'islam et du judaïsme.

Organisé par la fondation Hommes de parole, basée à Paris, dont l'objectif est « d'agir sur les causes des conflits », ce congrès réunit pendant quatre jours des dignitaires et experts venus du Proche-Orient, mais aussi d'Europe, d'Asie et des États-Unis, à l'heure où l'affaire des caricatures de Mahomet, l'arrivée au pouvoir du Hamas dans les territoires pa-

lestiniens et l'isolement croissant de l'Iran agitent le monde.

Parmi les participants à ce congrès figurent le grand rabbin d'Israël Yona Metzger et Imad al-Falouji, imam de Gaza. Tous deux devaient s'exprimer hier à l'occasion de la soirée d'ouverture.

Ces quatre jours de débats devront permettre aux religieux de « contribuer à la résolution des conflits dans de nombreuses régions du monde », à commencer par le Proche-Orient. Il s'agira également de « redonner à ces religieux porteurs de paix la parole prise en otage par les extrémistes qui encouragent la haine et la violence ».

Agence France-Press

Nicolas Vanier boucle son « odyssee sibérienne »

MOSCOU

Moscou — Nicolas Vanier boucle son « odyssee sibérienne ». Parti le 2 décembre du lac Baïkal, l'aventurier a rallié hier en fin de journée la place Rouge à Moscou après avoir parcouru plus de 8000 km à travers la Russie avec ses dix chiens de traîneau.

Sous une fine neige, chapka sur la tête, Nicolas Vanier a été accueilli par près de 200 personnes, dont une vingtaine de membres de sa famille, l'ambassadeur de France en Russie et des représentants des gouvernements des régions traversées pendant l'expédition.

« C'était une journée très très stressante avec l'arrivée dans Moscou mais une fabuleuse arrivée sous la neige, au milieu de la place Rouge, a déclaré Nicolas Vanier à l'Associated Press. C'est unique, trop court. » L'explorateur français s'est déclaré « usé par ce grand voyage » qu'il a refusé de qualifier d'exploit, et dont le sens était d'« essayer d'œuvrer face aux problèmes grandissants » de la nature. Pour Nicolas Vanier, ce sont ses dix chiens qui « ont réalisé un exploit ».

Mais après 30 ans de grandes expéditions, Nicolas Vanier a confirmé que cette odyssee sibérienne était la dernière aventure et qu'il allait consacrer la « seconde partie de sa vie à rendre à la nature » les bonheurs qu'elle lui a procurés.

« Je tenais à vous féliciter au nom de tous nos compatriotes de l'exploit que vous venez d'accomplir. Votre courage et votre détermination vous ont permis de surmonter ce défi », a salué le président Jacques Chirac dans un message adressé à Nicolas

Vanier et lu par l'ambassadeur de France en Russie à son arrivée.

« Au-delà de votre performance sportive remarquable, vous êtes l'exemple d'une relation renouvelée à la nature et d'un esprit pionnier retrouvé », a estimé le chef de l'État, qui recevra l'aventurier dès son retour à Paris, selon l'Élysée.

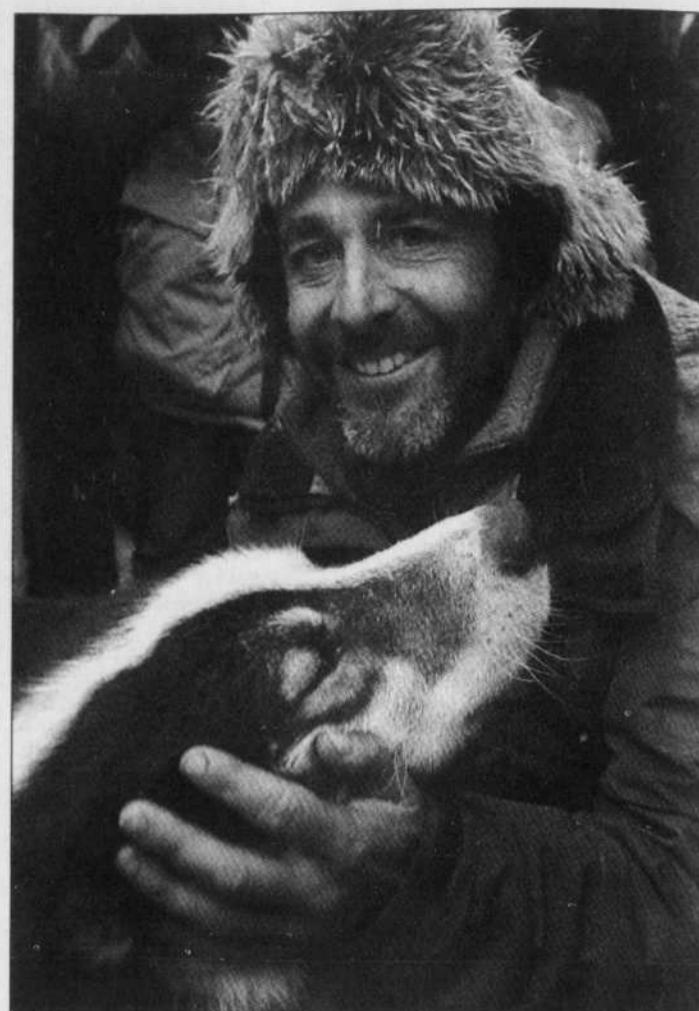
Familier du Grand Nord

Âgé de 44 ans, Nicolas Vanier a parcouru entre 80 à 100 km par jour de montagne, de taïga et de toundra, dans le froid sibérien (-50 à -60 degrés) avec l'objectif de sensibiliser au réchauffement climatique et ses conséquences sur cette partie de la planète.

L'équipe homme-chiens a évolué sur une piste éphémère tracée une semaine avant son passage par des Sibériens, trappeurs, éleveurs de rennes menés par une équipe franco-russe qui s'est relayée d'un village à l'autre, d'un campement à un autre depuis Irkoutsk jusqu'à Moscou.

Familier du Grand Nord, Nicolas Vanier a traversé à pied la Laponie à l'âge de 20 ans, mais aussi l'intégralité de la Sibirie (Transsibirie en 1990/1991). Conscient de la fragilité des univers qu'il a connus, il a réalisé plusieurs films notamment sur les expéditions réalisées en famille: L'Enfant des neiges ou Le Dernier Trappeur. L'odysee sibérienne doit également donner naissance à un livre pour enfants ainsi qu'à un long métrage relatant l'expédition.

Associated Press

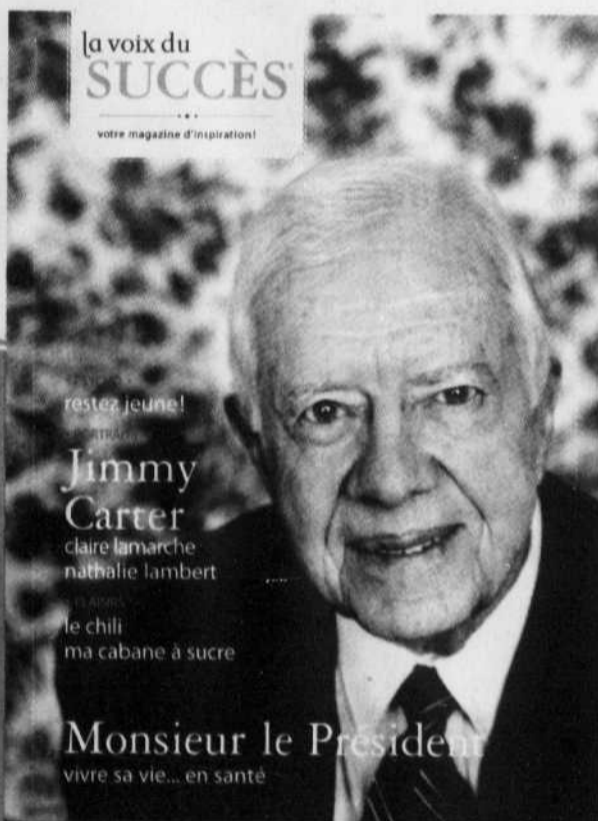


L'aventurier Nicolas Vanier caresse un de ses chiens de traîneau à son arrivée sur la place Rouge, à Moscou.

DÉCOUVREZ-LE!

Il y a bientôt un an, est né au Québec, un nouveau magazine indépendant. Sa raison d'être est d'inspirer le succès. Son approche est humaine, positive et enrichissante.

il est en kiosque...



«... Une entrevue présidentielle. Quatre anciens présidents des États-Unis sont encore en vie: l'ainé (GF), la rock star (BC), le Texan (GB) et le Prix Nobel (JC). Le plus humaniste des quatre a accordé une entrevue exclusive au premier magazine québécois qui inspire le succès. Bonne nouvelle: il y a une vie après la Maison-Blanche. Le Président Carter, à 81 ans, parcourt le monde avec l'objectif de ramener l'humanité sur terre, d'éradiquer le ver de Guinée, de construire des abris pour les plus démunis. Ça n'efface pas l'odeur de pétrole qui entache cette belle Maison-Blanche mais ça donne assurément un peu d'espoir... en l'Amérique... »

Éric Mateu-Huon, éditeur  
\* Extrait de l'éditorial

la voix du SUCCÈS

VOTRE MAGAZINE D'INSPIRATION!

lavoixdusucces.ca

Réunion de stratégie

Le Parti québécois se prépare à l'élection en fonction de trois scénarios

NORMAN DELISLE

Québec — Le Parti québécois envisage trois scénarios pour la prochaine campagne électorale.

Un premier scénario implique une campagne hâtive, déclenchée par le premier ministre Jean Charest dès l'automne 2006. Les libéraux font alors de leur nouvelle collaboration avec les conservateurs de Stephen Harper l'enjeu de la campagne électorale. Ils demandent à la population un mandat fort pour résoudre certains dossiers spécifiques comme le déséquilibre fiscal, démontrant ainsi « la non-pertinence » de la souveraineté pour le Québec.

Un second scénario, prévu pour le printemps ou l'automne 2007, prévoit que la nouvelle collaboration Québec-Ottawa aura permis un débloccage significatif. Cette fois, les libéraux « utilisent ces succès pour déclencher une élection

portant à la fois sur le bilan gouvernemental et sur la non pertinence de la souveraineté ».

Le troisième scénario, soit l'élection la plus tardive, vraisemblablement au printemps 2008, parle de faire porter l'élection principalement sur le bilan du gouvernement.

Ces trois scénarios sont décrits dans un document qui a été remis samedi aux députés et aux 125 présidents des associations péquistes de chaque circonscription, lors d'une réunion de stratégie électorale tenue à Québec.

Mais peu importe le scénario retenu, le Parti québécois compte être prêt dès juin prochain à toute éventualité.

Campagne de financement

Cette préparation implique une campagne de financement de trois millions de dollars, dont la

responsabilité repose entre les mains de Claude Boucher, député de Johnson et la mise en place d'un programme électoral, que dirigera un comité présidé par le député de Vachon, Camil Bouchard. Déjà, le député de Gouin, Nicolas Girard, est organisateur en chef du parti depuis le début de l'année.

En juin, la mise en place des comités électoraux aura été effectuée dans 85 des 125 circonscriptions électorales. La situation financière du parti sera assainie. Le plan prévoit que le Parti québécois sera carrément en mode électoral dès octobre 2006.

Charest « est cuit »

Attaquant le premier ministre et chef libéral Jean Charest, le chef péquiste, André Boisclair, a soutenu samedi que celui-ci avait perdu toute crédibilité auprès de l'électorat québécois.

« Cet homme s'est présenté à la dernière campagne électorale avec des engagements signés de sa main. M. Charest, vous avez manqué à votre devoir. Le problème qui est le vôtre c'est un problème de crédibilité. Un chef de parti politique et un premier ministre qui n'est pas cru est cuit », a lancé M. Boisclair, soulevant l'enthousiasme de ses troupes.

Le chef péquiste s'est vanté de diriger un « nouveau Parti québécois » en train de se préparer à mener la prochaine bataille électorale. Il a même proposé un slogan pour la campagne: le Parti québécois veut « un Québec pour le monde ».

Le Québec indépendant que le Parti québécois imagine sera « écologiste, pacifiste, solidaire et altermondialiste », a affirmé M. Boisclair.

Presse canadienne

Les premières actions de Tim Hortons seront offertes à la vente cette semaine

TARA PERKINS

Toronto — Vu la popularité de Tim Hortons, les observateurs s'attendent à ce que les actions de l'entreprise se vendent comme des petits pains lorsque l'entreprise fera son entrée sur les marchés boursiers nord-américains cette semaine. Mais certains analystes recommandent la prudence, estimant que la croissance

de la chaîne canadienne de restauration rapide pourrait être freinée.

On dénombre environ un café Tim Hortons pour 11 500 Canadiens. C'est plus du double de la proportion d'un restaurant pour 21 700 Américains.

En fait, il y a à peu près autant de Tim Hortons par Canadien que de MacDonald's, Burger King et Wendy's combinés par Américain, souligne Peter Oakes, un analyste new-

Yorkais chez Piper Jaffray & CO. Il doute que le marché canadien puisse soutenir le type de croissance sur laquelle compte Tim Hortons.

Depuis que l'entreprise a été achetée par Wendy's International en 1995, le nombre de succursales de Tim Hortons Canada est passé de 1180 à 2597. La chaîne a également connu une croissance impressionnante de ses ventes par magasin, grâce à l'expansion de son menu et à sa commodité accrue. Mais dans une note à ses clients, récemment, M. Oakes admettait ne pouvoir prédire une poursuite de sa croissance.

La chaîne de cafés et de produits de boulangerie, dont le premier appel public à l'épargne évalue l'entreprise à environ 4 milliards de dollars, semble miser sur une expansion supplémentaire de 40 %, ce qui porterait la proportion de comptoirs Tim Hortons à un pour 8000 Canadiens. Son objectif à long terme est d'exploiter entre 3500 et 4000 restaurants au Canada. En 2004, Tim Hortons était le numéro un du marché canadien de la restauration rapide, avec 22,6 % des ventes totales, évaluées à 14 milliards.

Presse canadienne

Table with lottery results for SUPER 7, 649, and Extra. Columns include GAGNANTS, LOTS, and amounts.



LA SOCIÉTÉ AMIS POUR TOI INC. a besoin de vous!

Form for 'LA SOCIÉTÉ AMIS POUR TOI INC.' with fields for name, address, and phone number.

# ÉCONOMIE

PERSPECTIVES

## Le Québec aux Québécois

Slogan politique des années 60, le mot d'ordre est graduellement devenu une réalité économique. Les Québécois travaillent plus que jamais pour des propriétaires d'entreprises francophones. Cela durera-t-il? La mondialisation viendra-t-elle tout compromettre? Y aura-t-il quelqu'un pour l'empêcher?

Longtemps maintenus tout au bas de l'échelle dans des entreprises détenues et dirigées par des Canadiens anglophones ou des étrangers, les Québécois francophones ont considérablement gagné du galon depuis une quarantaine d'années. Dans une récente étude, portant sur l'évolution de la propriété des entreprises qui emploient les Québécois, François et Luc Vaillancourt constatent que la proportion des emplois relevant de propriétaires francophones est passée au Québec de 47 %, en 1961, à 67 %, en 2003.

Cette croissance de 20 % de la propriété francophone est le résultat de gains dans plusieurs secteurs économiques, rapportent le réputé professeur d'économie de l'Université de Montréal et



Eric Desrosiers

de 15 000 emplois, en 1990, à plus de 190 000, en 2003.

### Acheteurs étrangers en vue

Le problème, a rappelé jeudi dernier, à Montréal, l'ancien premier ministre Bernard Landry, lors d'un colloque sur les 40 ans de la Caisse de dépôt, est que ce phénomène va dans les deux sens et que, si des Québécois peuvent plus facilement se porter acquéreurs d'entreprises à l'étranger, des étrangers vont aussi, fatalement, acheter des entreprises québécoises. Cela n'est pas, en soit, dramatique, a-t-il précisé. Il n'est que normal, dans une économie ouverte, que des entreprises changent de mains. «*Tout est une question de proportion.*» Il suffirait, cependant, par exemple, que le

haud canadien vole un peu trop bas, et que l'euro grimpe un peu trop haut, pour que le Québec se transforme en «*aubainerie*» pour investisseurs étrangers. Les Québécois perdraient alors, avec les sièges sociaux, les milliers de bons emplois de gestionnaires, de comptables, de juristes, d'ingénieurs, d'inventeurs qui s'y rattachent. Ils perdraient une bonne part de l'argent que les entreprises investissent chaque année, et rarement bien loin de chez elles, dans des chaires de recherche, de la commandite d'événements ou du mécénat. Les Québécois perdraient surtout l'avantage que confère la propension des chefs d'entreprise à mieux écouter et mieux comprendre leur propre société.

Ces dernières années, le Québec a été relativement peu confronté à la menace d'une prise de contrôle étrangère de ses fleurons. L'actualité récente a montré ce que nombreux pays développés, comme la France, les États-Unis, l'Italie ou encore l'Espagne, étaient prêts à faire au nom du «*patriotisme économique*».

Selon l'un des organisateurs du colloque de la semaine dernière, le professeur au département d'histoire de l'UQAM Stéphane Paquin, le Québec aura, à ce chapitre, toujours le handicap de sa petite taille. Il peut toutefois compter, avec la Caisse de dépôt, la SGF et les fonds syndicaux, sur l'aide d'acteurs financiers entièrement dévoués à sa cause et dont l'influence sur l'économie, et sur les conseils d'administration des entreprises, pourraient faire la différence.

Auditeur attentif durant le colloque, le président et chef de la direction de la Caisse de dépôt, Henri-Paul Rousseau, ne semblait pas avoir envie de jouer au capitaine de la cavalerie. Le meilleur service que la Caisse peut rendre à l'économie québécoise est de continuer à traquer les meilleures occasions d'affaires, a-t-il répété. Si cela veut dire investir dans une entreprise québécoise, tant mieux. Mais il faut en déduire que cela peut aussi vouloir dire vendre ces mêmes parts à un investisseur étranger qui serait prêt à en donner un bon montant.

A court terme, a-t-il dit, les entrepreneurs québécois auraient peut-être intérêt à conserver quelque temps encore les actions à droits de vote multiples qui agacent tant les marchés financiers, mais qui leur assurent un meilleur contrôle sur leurs entreprises. Pour le reste, a-t-il ajouté, le meilleur atout des entreprises est «*leur leadership et leur capacité concurrentielle*».

Pas sûr que cela suffira le jour où des entreprises étrangères multimilliardaires viendront frapper à notre porte.



Des travailleurs protestent contre la vente éventuelle de six ports américains à une compagnie des Émirats arabes unis. Porte-étendard du libéralisme, les États-Unis n'en viennent pas moins de barrer la route à un groupe émirati pour le contrôle de plusieurs de ses ports, après avoir évité qu'une compagnie chinoise ne mette la main sur son pétrole.

STAN HONDA AGENCE FRANCE-PRESSE

## Le protectionnisme est de retour

FABIEN ZAMORA

Paris — Qu'il s'agisse de batailles en cours dans l'énergie et l'acier, de l'affaire des ports américains, de la Chine ou de la Corée du Sud, le monde assiste à un retour de flamme du protectionnisme, porté par des gouvernements qui prônent pourtant l'économie ouverte.

Porte-étendard du libéralisme, les États-Unis n'en viennent pas moins de barrer la route à un groupe émirati pour le contrôle de plusieurs de ses ports, après avoir évité qu'une compagnie chinoise ne mette la main sur son pétrole. En Europe, l'Espagne veut empêcher son champion national de l'électricité, Endesa, de tomber dans l'escarcelle allemande d'E.ON. Paris cherche à protéger Suez de l'italien Enel et s'inquiète avec le Luxembourg et l'Espagne des visées de Mittal sur le sidérurgiste Arcelor.

Ailleurs aussi, le patriotisme éco-

nomique est à l'honneur. Pékin ne veut pas d'étrangers pour construire son TGV, ses avions ou ses centrales, la Russie prépare un projet de loi qui limitera l'accès des investisseurs étrangers aux secteurs «*stratégiques*», et les Sud-Coréens s'émeuvent d'une OPA de l'américain Carl Icahn sur le groupe de tabac national KTG.

«*On est en train de repartir vers des logiques beaucoup plus durcies en matière d'affrontement économique, et c'est d'autant plus vrai qu'à cause de l'arme nucléaire c'est surtout par l'économie que s'expriment les jeux de puissance*», estime Christian Harbulot, directeur de l'École de guerre économique (EGE).

### Secteurs stratégiques

L'économie mondiale est en train d'assister à la naissance d'une fracture dans le secteur industriel, entre les domaines largement globalisés et peu stratégiques, et d'autres beaucoup plus

sensibles, sur lesquels les gouvernements montrent les crocs.

Désormais, «*il y a deux champs dans l'économie, celui qui est complètement ouvert parce que le marché est allé tellement loin qu'on a du mal à voir comment ça pourrait revenir en arrière* [textile, hi-fi, électroménager...], et d'autres secteurs où ce n'est pas le cas [énergie, matières premières] et même ceux où resurgissent des enjeux de puissance», selon M. Harbulot. Par exemple, la santé, «*secteur qui s'était banalisé, redevient stratégique*», à l'aune du poids croissant des politiques de santé, des enjeux de R-D ou de l'insécurité alimentaire, estime M. Harbulot.

L'énergie est sans doute le secteur le plus emblématique, en ces temps de tension extrême sur les prix du pétrole et du gaz. Depuis l'été 2005, l'État russe a pris le contrôle de Gazprom, le gouvernement américain a découragé le chinois Cnooc d'acquiescer le pétrolier Unocal et les gouvernements européens affichent ouvertement

leurs rivalités dans ce secteur. Certains pays «*regardent avec de plus en plus d'attention l'état de leurs dépendances, il y en a qui peuvent devenir dangereuses*», selon M. Harbulot.

«*On voit réapparaître un certain nombre de contradictions, qui ont toujours existé et qui avaient été occultées sous le monde bipolaire. Des concepts qui nous apparaissent totalement archaïques, notamment le patriotisme économique, resurgissent*», commente le directeur de l'EGE.

«*L'histoire a été gelée par la bipolarité et c'est le retour du choc des puissances*», abonde Ali Laïdi, chercheur à l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques). À ses yeux, il suffit à l'État «*d'avoir la souveraineté sur les économies à travers le bras armé que sont les multinationales; il faut se défendre pour garder la main, donc pas question de laisser les Chinois manger Unocal, par exemple*».

Agence France-Presse

## La Chine veut sa propre technologie

JOËLLE GARRUS

Pékin — Trains, avions, voire centrales nucléaires: la Chine, très logiquement, veut cesser d'acheter systématiquement à l'étranger pour commencer à développer ses propres technologies, même si certains mettent en doute ses capacités à le faire seule à court terme.

Conformément à sa volonté affichée d'entrer dans une ère d'innovation et de savoir, pour ne plus simplement être l'atelier de la planète, la quatrième économie mondiale a, ces derniers mois, annoncé l'accélération de ses recherches pour se doter de ses propres réacteurs nucléaires de quatrième génération, les vols d'essai de son premier avion commercial petit porteur en 2008, le développement d'un gros porteur d'ici à 2010, et dernière en date, la construction d'une ligne de trains à grande vitesse Pékin-Shanghai «*fondée sur sa propre technologie*».

### Une nécessité

Perçues parfois comme teintées de patriotisme économique,

ces annonces correspondent toutefois aujourd'hui à une nécessité pour la Chine. «*Les entreprises chinoises ont coutume d'importer des technologies pour leur efficacité et parce que c'est moins cher. Mais ce faisant, elles resteront toujours à la traîne de la concurrence*», déclarait récemment Nan Cunhui, un entrepreneur membre de l'Assemblée nationale populaire, en déplorant l'insuffisance de recherche et développement.

«*Chez les Coréens il y a un vrai nationalisme économique, mais chez les Chinois, s'il y a un peu de cela, il y a surtout de vrais besoins. Dans le domaine ferroviaire, ces besoins sont énormes! S'ils devaient tout acheter à l'étranger, cela leur coûterait bien trop cher*», indique de son côté un Occidental travaillant dans le ferroviaire et ne souhaitant pas être identifié. La Chine prévoit en effet de bâtir 19 800 kilomètres de voies ferrées d'ici à 2010, et d'en réhabiliter quelque 23 000 kilomètres.

Chez le groupe français Alstom, sur les rangs pour la ligne Pékin-Shanghai aux côtés de l'allemand Siemens et du japonais Mitsubi-

shi-Kawasaki, les propos du ministre chinois des Transports Liu Zhijun n'ont d'ailleurs pas surpris. «*Tout le monde comprendra bien que si l'État chinois achète des technologies françaises, japonaises ou allemandes, ce n'est pas pour continuer à en acheter à chaque fois qu'ils font des trains*», a commenté Philippe Mellier, président d'Alstom Transport.

«*Quand on achète de la technologie, c'est pour s'en servir ou la faire évoluer pour développer ses propres trains, en l'espèce Pékin-Shanghai. [...] Cette technologie, en évoluant un peu, pourrait être étiquetée technologie chinoise. C'est la façon de travailler des Chinois*», a-t-il ajouté.

Car, pour les analystes, reste à définir ce que M. Liu appelle «*technologie chinoise*», basée, selon sa propre expression, sur «*l'assimilation des technologies de pointe étrangères*».

Pour Philippe Mellier, «*a priori, les Chinois ne disposent pas de technologie pour avoir un train chinois à 300 km/h*». Mais si elle sortait de contreparties à majorité chinoise, la technologie du train pourrait alors être qualifiée de «*chinoise*», soulignent certains experts.

«*En fait, les Chinois veulent simplement être totalement l'intégrateur du projet, dans des joint-ventures. Ils ne veulent plus être dépendants technologiquement mais veulent bien les partenariats*», souligne un expert. Quitte, à terme, à s'approprier la technologie, comme dans le nucléaire où la génération «*2+*» de centrales, totalement chinoise, est l'amélioration de la génération 2, éditée dans des partenariats.

Mais pour la troisième génération, la Chine fera encore appel aux étrangers.

Agence France-Presse

**Nathalie ELLIOTT**

**MON PREMIER DICTIONNAIRE FRANÇAIS ILLUSTRÉ**

Approuvé par le MEO

1200 pages - 38,50 \$

Pour tout le primaire 2<sup>e</sup> édition

GUERIN, éditeur lib. En vente dans toutes les librairies. Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

Par un collectif d'auteurs Sous la direction de **Jean-Marie DEBUNNE**

**GUIDE D'ENSEIGNEMENT DES GRANDES RELIGIONS**

Accompagne les fascicules suivants :

- La tradition bouddhiste
- La tradition chrétienne
- La tradition hindoue
- La tradition juive
- La tradition islamique

Éthique et culture religieuse pour la 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> secondaire

148 pages - 55,95 \$

Les éditions LA PENSÉE En vente dans toutes les librairies. Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

**Destinations**

Votre prochaine réunion d'affaires!

... un rendez-vous délectable

L'EAU À LA BOUCHE  
RESAÛS & CHATEAUX  
HOTEL-RESTAURANT

3003, boulevard Sainte-Adèle, Sainte-Adèle, Québec, Canada J8B 2N6  
Tél. (450) 229-2991  
Fax. (450) 229-7575  
www.leadalabouche.com

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez Jean de Billy au 514-945-3456 jdebilly@ledevoir.com

## É D I T O R I A L

## Le retour de la bête

On croyait les nuages du protectionnisme économique disparus à jamais. Mais voilà que, depuis quelques semaines, ils s'amoncellent de nouveau des deux côtés de l'Atlantique. Des gouvernements déposent des lois conçues à l'aune du nationalisme, d'autres interviennent pour bloquer des transactions. Une pause à la mondialisation vient d'être ordonnée.

Il y a trois semaines, des élus américains sont montés aux barricades pour empêcher que Dubai Ports World, une société des Émirats arabes unis, ne s'empare de sept ports des États-Unis. Simultanément, le gouvernement français favorisait le mariage rapide de Gaz de France et de Suez afin de tuer dans l'œuf l'intention affichée de l'italien Enel d'acquiescer cette dernière. Puis les parlementaires français ont adopté en deuxième lecture une loi permettant aux compagnies nationales d'augmenter rapidement leur capital en émettant des bons de souscription lorsque celles-ci sont l'objet d'OPA hostiles. L'objectif à court terme? Soutenir Arcelor dans sa bataille contre Mittal.

En Allemagne, en Espagne, en Italie, en Pologne et ailleurs en Europe, des gestes analogues à ceux évoqués ont été faits. Chez nous, le ministre du Développement économique, Raymond Bachand, annonçait tout récemment avoir demandé un avis juridique afin de déterminer si la construction des wagons du métro de Montréal pouvait être attribuée à Bombardier sans qu'un appel d'offres soit lancé. Bref, le protectionnisme, voire le nationalisme économique, vient de s'immiscer avec une certaine force dans l'univers des échanges commerciaux.

Ce retour au repli sur soi s'explique en partie par le fort vent de fusions qui a soufflé sur le continent européen l'an dernier. On estime que la masse d'acquisitions effectuées en 2005 par des sociétés européennes ou par des compagnies étrangères sur le sol européen a atteint le chiffre record de mille milliards de dollars américains. Ce faisant, les gouvernements nationaux seraient, dit-on, dépassés par les événements. Sur ce front, ils ont perdu le contrôle. Mais ce facteur, soit le volume sans précédent de fusions, n'étant pas seul responsable de la résurgence du protectionnisme, il faut regarder en amont. Il faut remonter jusqu'aux attentats du 11 septembre.

Dans la quinzaine qui suivit cette tragédie, Stephen Roach, chef économiste de Morgan Stanley, affirmait que cet acte terroriste «mettait du sable dans l'engrenage de la globalisation». Les événements devaient lui donner raison. Car, ébranlée par cet événement, la confiance des acteurs de l'économie allait s'éroder au fur et à mesure que des bombes sautaient à Madrid, à Londres et ailleurs, sans oublier la guerre en Irak. On le sait, ces épisodes, plus précisément le sentiment de peur qu'ils ont provoqué, ont poussé le prix du baril de pétrole à un niveau inconnu depuis 1980. Aujourd'hui encore, on calcule que la variable peur ajoute environ 25 \$ au prix réel de l'or noir. Toujours est-il que c'est dans ce contexte de fièvre énergétique que divers gouvernements européens se sont agités dès qu'une entreprise du secteur était la cible de convoitises étrangères. Ce fut le cas avec Suez en France et avec Endesa en Espagne.

Le 11 septembre mis à part, il faut maintenant parler de la Chine. Deux mois après la destruction du World Trade Center, ce pays devenait membre de l'Organisation mondiale du commerce. En l'espace de trois ans à peine, la Chine se hissait au rang de troisième exportateur en importance et devenait de facto un concurrent coriace pour les Européens, mais surtout pour les Américains. À telle enseigne qu'aux États-Unis on est allé jusqu'à restreindre le nombre... d'étudiants chinois et indiens dans les facultés de biotechnologie et de technologies de l'information. C'est dire.

En Europe, ce recours au protectionnisme a été par ailleurs encouragé, si l'on ose dire, par le refus de la Constitution tant par les Français que par les Néerlandais. C'est à la suite de cet échec que, par exemple, les autorités françaises ont crié à loup lorsque la rumeur voulant que Pepsi Cola allait faire une bouchée de Danone a circulé. Comme si l'alchimie inhérente à la fabrication du yaourt relevait du secret défense.

Cela étant, il est ironique de constater que la presse financière anglaise tire à boulets rouges sur l'excès de protectionnisme en cours sur le continent, non sans raison d'ailleurs, alors que le royaume de Sa Majesté constitue l'exemple par excellence du... nationalisme économique! On se souviendra qu'il y a quelques mois à peine le ministre britannique des Finances a indiqué qu'il n'était pas question d'abandonner l'indépendance monétaire alors que ce pays s'était engagé à rejoindre la zone euro.

En conservant toute latitude en matière de taux d'intérêt, en frappant monnaie, le gouvernement du soi-disant socialiste Tony Blair permet aux artistes de l'ingénierie financière de la City de jouer la livre sterling contre... l'euro! Contrairement à ce qu'ils prétendent à longueur de colonnes, les Britanniques sont en la matière aussi protectionnistes que les continentaux. Pis, nationalistes.

En conservant toute latitude en matière de taux d'intérêt, en frappant monnaie, le gouvernement du soi-disant socialiste Tony Blair permet aux artistes de l'ingénierie financière de la City de jouer la livre sterling contre... l'euro! Contrairement à ce qu'ils prétendent à longueur de colonnes, les Britanniques sont en la matière aussi protectionnistes que les continentaux. Pis, nationalistes.

En conservant toute latitude en matière de taux d'intérêt, en frappant monnaie, le gouvernement du soi-disant socialiste Tony Blair permet aux artistes de l'ingénierie financière de la City de jouer la livre sterling contre... l'euro! Contrairement à ce qu'ils prétendent à longueur de colonnes, les Britanniques sont en la matière aussi protectionnistes que les continentaux. Pis, nationalistes.

En conservant toute latitude en matière de taux d'intérêt, en frappant monnaie, le gouvernement du soi-disant socialiste Tony Blair permet aux artistes de l'ingénierie financière de la City de jouer la livre sterling contre... l'euro! Contrairement à ce qu'ils prétendent à longueur de colonnes, les Britanniques sont en la matière aussi protectionnistes que les continentaux. Pis, nationalistes.

En conservant toute latitude en matière de taux d'intérêt, en frappant monnaie, le gouvernement du soi-disant socialiste Tony Blair permet aux artistes de l'ingénierie financière de la City de jouer la livre sterling contre... l'euro! Contrairement à ce qu'ils prétendent à longueur de colonnes, les Britanniques sont en la matière aussi protectionnistes que les continentaux. Pis, nationalistes.

En conservant toute latitude en matière de taux d'intérêt, en frappant monnaie, le gouvernement du soi-disant socialiste Tony Blair permet aux artistes de l'ingénierie financière de la City de jouer la livre sterling contre... l'euro! Contrairement à ce qu'ils prétendent à longueur de colonnes, les Britanniques sont en la matière aussi protectionnistes que les continentaux. Pis, nationalistes.

En conservant toute latitude en matière de taux d'intérêt, en frappant monnaie, le gouvernement du soi-disant socialiste Tony Blair permet aux artistes de l'ingénierie financière de la City de jouer la livre sterling contre... l'euro! Contrairement à ce qu'ils prétendent à longueur de colonnes, les Britanniques sont en la matière aussi protectionnistes que les continentaux. Pis, nationalistes.

En conservant toute latitude en matière de taux d'intérêt, en frappant monnaie, le gouvernement du soi-disant socialiste Tony Blair permet aux artistes de l'ingénierie financière de la City de jouer la livre sterling contre... l'euro! Contrairement à ce qu'ils prétendent à longueur de colonnes, les Britanniques sont en la matière aussi protectionnistes que les continentaux. Pis, nationalistes.

En conservant toute latitude en matière de taux d'intérêt, en frappant monnaie, le gouvernement du soi-disant socialiste Tony Blair permet aux artistes de l'ingénierie financière de la City de jouer la livre sterling contre... l'euro! Contrairement à ce qu'ils prétendent à longueur de colonnes, les Britanniques sont en la matière aussi protectionnistes que les continentaux. Pis, nationalistes.

En conservant toute latitude en matière de taux d'intérêt, en frappant monnaie, le gouvernement du soi-disant socialiste Tony Blair permet aux artistes de l'ingénierie financière de la City de jouer la livre sterling contre... l'euro! Contrairement à ce qu'ils prétendent à longueur de colonnes, les Britanniques sont en la matière aussi protectionnistes que les continentaux. Pis, nationalistes.

En conservant toute latitude en matière de taux d'intérêt, en frappant monnaie, le gouvernement du soi-disant socialiste Tony Blair permet aux artistes de l'ingénierie financière de la City de jouer la livre sterling contre... l'euro! Contrairement à ce qu'ils prétendent à longueur de colonnes, les Britanniques sont en la matière aussi protectionnistes que les continentaux. Pis, nationalistes.

En conservant toute latitude en matière de taux d'intérêt, en frappant monnaie, le gouvernement du soi-disant socialiste Tony Blair permet aux artistes de l'ingénierie financière de la City de jouer la livre sterling contre... l'euro! Contrairement à ce qu'ils prétendent à longueur de colonnes, les Britanniques sont en la matière aussi protectionnistes que les continentaux. Pis, nationalistes.

En conservant toute latitude en matière de taux d'intérêt, en frappant monnaie, le gouvernement du soi-disant socialiste Tony Blair permet aux artistes de l'ingénierie financière de la City de jouer la livre sterling contre... l'euro! Contrairement à ce qu'ils prétendent à longueur de colonnes, les Britanniques sont en la matière aussi protectionnistes que les continentaux. Pis, nationalistes.

En conservant toute latitude en matière de taux d'intérêt, en frappant monnaie, le gouvernement du soi-disant socialiste Tony Blair permet aux artistes de l'ingénierie financière de la City de jouer la livre sterling contre... l'euro! Contrairement à ce qu'ils prétendent à longueur de colonnes, les Britanniques sont en la matière aussi protectionnistes que les continentaux. Pis, nationalistes.

En conservant toute latitude en matière de taux d'intérêt, en frappant monnaie, le gouvernement du soi-disant socialiste Tony Blair permet aux artistes de l'ingénierie financière de la City de jouer la livre sterling contre... l'euro! Contrairement à ce qu'ils prétendent à longueur de colonnes, les Britanniques sont en la matière aussi protectionnistes que les continentaux. Pis, nationalistes.

En conservant toute latitude en matière de taux d'intérêt, en frappant monnaie, le gouvernement du soi-disant socialiste Tony Blair permet aux artistes de l'ingénierie financière de la City de jouer la livre sterling contre... l'euro! Contrairement à ce qu'ils prétendent à longueur de colonnes, les Britanniques sont en la matière aussi protectionnistes que les continentaux. Pis, nationalistes.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
 Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON  
 Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
 Directeur de l'information JULES RICHER  
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
 LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU  
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
 Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

«UN CHEF QUI N'EST PAS CRU... IL EST CUIT»

- ANDRÉ BOISCLAIR



## LETTRES

## Nul n'est prophète en son pays

On pourra trouver tous les défauts du monde à Jean Charest, mais pas celui de manquer de courage. Un politicien qui voit qu'il y aura moins de monde au travail dans dix ans pour payer de plus en plus de services coûteux à une population vieillissante.

J'ai 30 ans, pas un sou dans mes REER, des dettes d'étude, sans les sous pour m'acheter une maison. Autour de moi, les fonctionnaires cinquantennaires prennent des retraites dorées, mais leur poste cossu est aboli, faute de moyens. Je devrai travailler jusqu'à quel âge pour payer leur rente étiolée et soigner leurs petits bobos? Bravo, M. Charest, vous êtes le moins égoïste de tous les politiciens du Québec. Malheureusement, nul n'est prophète en son pays.

Vincent Chaillé  
 Saint-Sauveur, le 16 mars 2006

## Une guerre ambiguë

«La guerre, c'est la paix»  
 - George Orwell, 1984

L'armée canadienne est bien placée pour savoir que ce qui caractérise les avions militaires survolant l'Afghanistan, ce n'est pas qu'ils puissent à l'occasion transporter un premier ministre canadien cherchant à vendre une guerre à ses concitoyens, c'est qu'on ne sait jamais s'ils vont larguer des bombes ou de l'aide humanitaire.

La mission des soldats canadiens partage cette même ambiguïté schizoïde qui, heureusement, n'arrive pas encore à totalement camoufler l'immoralité de la guerre au terrorisme initiée par G. W. Bush.

Il s'agit d'une mission légitime de pacification nous dit Stephen Harper. Mais il ne faut pas s'y laisser prendre, car depuis le 11 septembre, la «pacification» n'est décidément plus qu'un mot d'une novlangue (nécessaire à la pensée double) que l'individu doit posséder pour pouvoir faire la paix et la guerre en même temps.

Répetons-le encore une fois, une guerre

contre des «combattants illégaux» n'est pas une opération de police légale, mais une guerre ambiguë qui ne reconnaît même pas à ses adversaires le statut d'ennemis ni d'ailleurs celui de criminels ayant le droit d'être jugés, comme c'est flagrant pour les prisonniers de Guantanamo.

Bref, si nous ne voulons pas risquer de nous retrouver un jour complices de crime contre l'humanité, il faudrait peut-être commencer à réfléchir sur la posture morale d'un État où les citoyens ne peuvent plus croire au bien fondé de la politique de leur gouvernement sans perdre soit leur honnêteté, soit leur intelligence.

Ce n'est pas seulement parce que des soldats canadiens risquent de se faire tuer qu'il faut être contre la guerre anti-talibans, c'est aussi parce que des soldats canadiens risquent de tuer des talibans et des innocents. Disons franchement à Harper que nous ne nous laisserons pas bernier par sa propagande belliqueuse et que nous pouvons le faire tomber très rapidement s'il s'obstine à vouloir faire plaisir à Bush au mépris de la morale la plus élémentaire.

Louis Marion  
 Montréal, le 13 mars 2006

## Orford: haro sur la destruction durable

La vente du mont Orford ne réduira pas la dette du Québec. Elle ne contribuera pas à augmenter l'économie de la région, puisque les emplois créés seraient temporaires, à temps partiel, à salaire minimum, à horaire irrégulier... comme au mont Tremblant. Elle permettra seulement d'agrandir la richesse d'un promoteur privé, en l'occurrence M. L'Espérance, et les loisirs de touristes pour la plupart blasés.

Une telle transaction fera dépérir la montagne, déjà tondurée par les pistes de ski. Elle fera fuir les animaux, mourir les végétaux épargnés par le développement immobilier intensif. On verrait donc apparaître des immeubles qui ne seront pas certifiés novoclimat, ainsi que des milliers d'humains aux abords d'un parc national; tout cela causerait d'importants ravages à l'environnement. Faut-il donc que l'être humain

prime la nature à tout prix? N'est-il pas possible d'être en harmonie avec la nature? N'y a-t-il pas d'autres endroits idéaux pour développer des pentes de ski — des endroits qui ne sont pas des parcs nationaux?

La loi spéciale projetée par le gouvernement créerait un dangereux précédent, car les autres parcs nationaux ne seraient plus à l'abri du développement économique. La superficie des aires naturelles protégées au Québec n'est que de 3,4 %. La vente du mont Orford n'est donc pas du tourisme durable; c'est de la destruction durable. S'il y a vraiment erreur historique par rapport au parc et à son développement, il s'agit de la corriger dans le bon sens: le centre de ski doit fermer, puisqu'il est déficitaire. La nature pourra enfin reprendre ses droits, pour une fois.

Olivier Ménard  
 Montréal, mars 2006

## Une fumisterie signée Harper et Charest

Il est triste de voir la fumisterie que nous préparent les premiers ministres Harper et Charest au sujet de l'UNESCO. Voyons un peu ce qu'ils nous promettent: un «accommodement» dans les délégations canadiennes à cette organisation internationale de deuxième classe, et pourquoi au juste? Les négociations importantes ont déjà eu lieu, la diversité culturelle est votée. Que restera-t-il donc à ces Québécois «token» au sein de la très ouverte diplomatie canadienne? Se faire prêter un micro de temps à autre par l'ineffable ambassadeur «canadien» Yvon Charbonneau dans des réunions internationales de troisième ordre? Non, mais ils tentent vraiment de nous faire prendre des vessies (comme celui du sous-statut du Québec à la francophonie) pour des lanternes (que serait une véritable représentation diplomatique!).

Et le bon peuple, fatigué d'être éloigné du «vrai» pouvoir, qui boit cela comme du petit-lait! Si on se fie aux sondages, Harper nous «cueillera» pour encore moins que Meech. Ce qu'ils doivent rigoler, à Ottawa!

Bernard Beauchemin  
 Québec, le 15 mars 2006

## LIBRE OPINION

## Une grève dont les objectifs sont limpides

JEFF BEGLEY

Vice-président de la Fédération de la santé et des services sociaux, CSN

Lettre à Mme Josée Boileau à la suite de l'éditorial «Fausse grève» (Le Devoir, 14 mars 2006)

À titre de vice-président de la Fédération de la santé et des services sociaux (CSN), je suis responsable de coordonner, entre autres, les négociations dans le secteur des centres de la petite enfance. Les raisons pour lesquelles les travailleuses de ce secteur, membres de la CSN, exercent les moyens de pression actuels sont donc loin de m'être étrangers.

D'abord, soyons clairs! La grève perdue actuelle est avant tout due au fait que le gouvernement n'a pas respecté ses engagements quant à l'aboutissement du processus d'équité salariale pour les travailleuses des CPE. C'est pour que l'équité salariale s'applique à elles comme aux autres que les travailleuses des CPE font grève. Nos membres le savent, le public le sait, et nous ne nous en sommes jamais cachés.

L'harmonisation des avantages sociaux est importante pour nos membres, mais nous ne tentons pas de faire croire à quiconque que la grève est sur ce seul enjeu. Je précise que, sur ce sujet, nous avons rencontré la partie patronale trois fois depuis le mois de juin. Nous avons présenté des chiffres qui démontrent que le coût de nos demandes équivaut à ce qui existe à l'heure actuelle dans nos conventions collectives. Le ministère nous a indiqué qu'il ne contestait pas notre évaluation. Et pourtant, il ne règle pas cette question.

Mais revenons à l'équité salariale. J'aimerais comprendre d'où vient cette idée qu'on ne peut faire la grève pour l'obtenir. Au mois de juin, les travailleuses ont

fait sept jours de grève pour exactement la même raison. À cette époque, personne n'a crié à la grève illégale. Pourtant, notre objectif était public et notre discours tout aussi clair qu'aujourd'hui.

Notre volonté de régler l'équité dans les CPE a, depuis longtemps, été au centre de nos préoccupations. Comment pourrait-il en être autrement lorsqu'on sait que, contrairement aux autres femmes œuvrant dans des secteurs d'emplois discriminés qui, elles, ont droit à un ajustement salarial rétroactif à 2001, celles des CPE pourraient ne toucher cet ajustement qu'en 2007 sans rétroactivité.

Devant cette urgence et aussi en raison de la lenteur du gouvernement à rétablir le contact avec nous, nous avons, fin août 2005, acheminé une proposition au porte-parole du ministère. Cette proposition visait à privilégier l'accélération des travaux sur l'équité. Ainsi, avon-nous offert au gouvernement de régler la question des augmentations salariales sur la base des résultats des négociations du secteur public en cette matière.

Nous avons aussi proposé des travaux intensifs sur l'harmonisation des avantages sociaux pour que la question de l'équité salariale puisse rapidement prendre, seule, tout l'espace des échanges. D'ailleurs, cela aurait dû permettre à tout observateur attentif de comprendre que l'équité n'a jamais été, pour nous, un enjeu pouvant faire l'objet d'un troc.

Au mois d'octobre, le ministre a dit oui à notre proposition. À sa demande, nous avons signé une entente de principe sur les augmentations salariales. Nous aurions aimé, en même temps, signer une entente de principe sur l'harmonisation des avantages sociaux. Cela a été impossible. Dans le libellé même de cette entente, puis dans les échanges qui ont suivi, nous avons été clairs avec les négociateurs patronaux et

avec la ministre quant au fait que cette entente de principe ne serait présentée à nos membres qu'en cas de règlement sur l'équité salariale. Il n'était pas question pour nous de fermer nos conventions collectives sans que l'équité soit réglée. La ministre avait alors tout le loisir de refuser de signer cette entente. Elle l'a plutôt reçue avec plaisir, même en sachant qu'elle n'avait pas pour effet d'empêcher nos moyens d'action.

## Coup de frein

Au mois de juin, nous sommes venus tout près d'une entente sur l'évaluation de l'équité salariale. Nous avons suspendu nos moyens de pression sur la promesse de la ministre d'intensifier les travaux sur cette question au cours de l'été. Depuis cette promesse, il y a eu exactement une rencontre sur l'équité salariale — au mois de novembre — à notre demande! Je veux bien que l'équité soit un processus long et compliqué! Mais pour y arriver, il faut travailler un peu, non?

Notre première rencontre sur l'équité avec le ministère et l'association patronale remonte au 29 octobre 1999. Les travaux ont avancé rondement entre 2001 et 2004. Pas moins de 567 entrevues ont été menées. La compilation des données de ces entrevues et l'analyse en détail des résultats ont été effectuées.

Des travaux intensifs aux mois de mai et juin 2005 ont permis de rapprocher les évaluations de la valeur des emplois que chacune des parties soutenait. C'est alors le choix politique du gouvernement de désavouer les conclusions de ses porte-parole qui a empêché qu'une entente ne soit conclue. Qu'on ne nous dise pas maintenant que des travaux restent à effectuer expliquant la lenteur gouvernementale.

Pour n'importe quel droit fondamental, l'existence d'une loi ne garantit pas de façon absolue le respect

de ce droit. La vigilance à les défendre et, s'il le faut, la lutte pour leur préservation et leur respect sont aussi essentielles pour que les individus et les groupes profitent pleinement de ces droits.

La Loi sur l'équité salariale, aussi imparfaite soit-elle, est une étape importante dans la démarche vers l'égalité. Cependant, la lenteur volontaire, et je pèse mes mots, que le gouvernement libéral a mise à l'exécution des travaux d'équité pour les travailleuses des CPE est à ce point inacceptable qu'elle en est devenue une injustice. Si vous persistez à conclure que leur grève pour en revendiquer l'application est illégale, j'ose espérer que vous conviendrez de leur légitimité à l'exercer. Cela me conviendrait tout à fait.

## Réponse

Je n'ai évidemment aucun problème à convenir que la revendication de l'équité salariale relève d'une lutte légitime; j'en ai sur le choix du moyen — une grève — qui ne vous est pas permis dans le cadre législatif actuel. Seul le fait que vos conventions collectives ne soient pas conclues permet actuellement d'entretenir la confusion entre deux processus qui, légalement, sont parfaitement distincts.

Je puis concevoir que tout cela s'entremêle sur le terrain; le gouvernement lui-même a été rappelé à l'ordre cet automne par la présidente de la Commission sur l'équité salariale. Mais si l'affirmation que l'équité ne relève pas d'une négociation traditionnelle s'applique aux employeurs, son corollaire est vrai aussi pour le mouvement syndical, avec les implications concrètes qui s'ensuivent quant aux moyens de pression.

Josée Boileau

## IDÉES

Réplique à Micheline Dumont

## Il faut aussi se méfier des historiens!

YVES TREMBLAY  
Historien

**B**ien que je sois d'accord avec plusieurs des affirmations de madame Micheline Dumont sur le fait que les mauvais romans historiques peuvent construire un passé faux ou farfelu, («Romans historiques, l'histoire n'est pas une appellation contrôlée», *Le Devoir*, 11 mars 2006), je suis en désaccord avec son argumentaire et avec plusieurs de ses observations.

D'abord, je crois qu'il y a de très bons romans historiques qui peuvent même être incontournables dans certaines circonstances, celles par exemple où l'on ne dispose pas d'autre documentation. Il en va ainsi des mœurs des gens peu éduqués ou analphabètes avant le XX<sup>e</sup> siècle. Faute de pouvoir consigner par écrit leurs récits de vie, il ne resterait presque rien sur ces gens si nous ne pouvions recourir à des sources indirectes, comme les témoignages des bourgeois ou des nobles sur le peuple, ou parfois des récits de fiction.

Etant donné l'époque à laquelle la littérature commence à devenir naturaliste ou réaliste, on ne s'étonnera pas que l'on ne puisse y faire appel avant le XIX<sup>e</sup> siècle, même s'il y a quelques exceptions notables, comme le *Journal de l'année de la peste* de Defoe. Pour le XIX<sup>e</sup> siècle, pensons à l'œuvre de Zola qui, bien qu'il commette des anachronismes ici ou là (par exemple, il transpose *Germinal* vingt ans trop tôt), n'en décrit pas moins avec grande précision non seulement la vie matérielle, mais également l'état d'esprit des mineurs, des modistes, des lavandières, des soldats de 1870, etc. On peut s'en assurer puisque l'on possède la documentation et les notes dont il s'est servi dans ses romans.

## L'illusion de la vérité historique

Du reste, il faut aussi se méfier des historiens qui, heureusement, ne forment toujours pas une profession à titre réservé, comme semble le souhaiter madame Dumont. Les historiens commettent souvent des anachronismes, surtout lorsqu'ils se mettent à faire des inférences à partir d'une documentation partielle et partielle. C'est encore plus vicieux, permettez-moi le mot, que ce que peut faire le mauvais romancier, car l'anachronisme se pare ici d'un appareil critique qui donne l'illusion de la «vérité historique».

Madame Dumont cite dans son article un cas patent d'une de ses inférences qui à la vie dure, celle selon laquelle «nos ancêtres» ne se lavaient pas. Or, comme je l'ai dit, on ne dispose d'à peu près aucune source directe sur les mœurs populaires avant le XIX<sup>e</sup> siècle, y compris sur les questions d'hygiène. Il faut donc éviter des affirmations péremptives, comme de dire que se baigner est «une impossibilité au XVII<sup>e</sup> siècle, puisque la majorité des gens avaient peur de l'eau et ne savaient pas nager».

Passons sur le fait que personne n'a besoin de savoir nager pour prendre un bain. Mais l'école de Georges Vigarello et Alain Corbin commet une inférence erronée. Ces historiens infèrent de quelques écrits marginaux de gens qui effectivement veulent montrer que l'eau pourrait être dangereuse pour la santé, que «la majorité» sent mauvais, pue et n'a pour hygiène que de masquer ses odeurs en se parfumant. Or, à l'évidence, il ne s'agit là que d'une fraction favorisée de la société des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, minorité qui savait écrire et qui aimait se poudrer. Cette horreur de l'eau a bel et bien existé, mais en aucun moment la preuve disponible ne nous permet d'affirmer qu'une majorité la partageait.

Du reste, en cherchant bien, on peut circonscrire assez étroitement cette société de poudrés. Par exemple, Thomas Platter, pour la fin des années 1590, et Samuel Pepys, pour les années 1660, donnent de nombreux exemples de scènes d'hygiène où des gens du peuple ou de la petite bourgeoisie se lavent à la baignoire ou dans la cuve, où ils lessivent avec acharnement leur linge et où ils prennent même des bains à la rivière.

Le capitaine Coignet, authentique spécimen d'homme du peuple, parle avec nostalgie de son ap-



FRÉDÉRIC DE LA MURE / M.A.E.

Très peu d'historiens pourront entrer dans la tête de personnages passés mieux que ne l'ont fait les romanciers. Pensons à l'école russe, à Tolstoï ou à Dostoïevski, et plus près de nous à Soljenitsyne ou à Grossman, qui ont parfois vécu les situations matérielles ou mentales qu'ils mettent en scène, ou alors ont connu des personnes qui les ont vécues et que leurs personnages revivent.

prentissage de la propreté durant son adolescence, à la toute fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, sous l'influence du couple de gros fermiers maladivement propres qui l'employait, et aussi à cause des bains forcés qu'il devait prendre à l'armée, ceci pour éviter que les maladies de peau contaminent tout le bataillon.

D'ailleurs, on pourrait formuler l'hypothèse que si la peste cesse d'être endémique en Europe dans les premières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est peut-être parce qu'on y mène une efficace chasse aux poux et aux tiques. C'est une hypothèse indémontrable, mais qui vaut bien l'inférence sur la société malpropre de nos ancêtres de tout à l'heure.

Il faut aussi expliquer que si on se lavait peu, en saison froide particulièrement, c'est que l'accès à l'eau douce et chaude était problématique avant le XX<sup>e</sup> siècle. Ce qui ne veut pas dire que nos ancêtres ne se lavaient pas.

## L'artiste qui entre dans les têtes

Assez des méprises des historiens. Revenons aux romans. A mon sens, l'erreur la plus grave de madame Dumont, c'est lorsqu'elle suppose que «l'univers psychologique des personnages d'autrefois», leur «outillage mental», est plus aisément accessible grâce au travail de l'historien que par l'œuvre du romancier. J'ai seulement feuilleté les titres dont parle madame Dumont, aussi je ne me prononcerais pas sur la question de savoir si les Brochier, Bouchard ou Lachance commettent des anachronismes, si ce n'est pour dire que je ne suis pas sûr que Pauline Gill soit dans l'erreur en évoquant les articles du frère Marie Victorin avant son entrée à l'Université de Montréal, parce que Marie Victorin a effectivement publié des articles dans des revues de naturalistes avant d'arriver à l'Université de Montréal.

Ce que je crois savoir pourtant, c'est que très peu d'historiens devraient entrer dans la tête de person-

nages passés mieux que ne l'ont fait les romanciers. Pensons à l'école russe, à Tolstoï ou à Dostoïevski, et plus près de nous à Soljenitsyne ou à Grossman, qui ont parfois vécu les situations matérielles ou mentales qu'ils mettent en scène, ou alors ont connu des personnes qui les ont vécues et que leurs personnages revivent.

La science psychologique ne nous a pas appris grand-chose que Dostoïevski n'avait décrit auparavant. Le romancier est souvent plus près de la fibre vitale que ne pourra jamais l'être l'historien moyen. Qui mieux que l'artiste peut décrire l'ambition, l'angoisse, la peur, la honte, l'amour, la haine et tous les autres sentiments qui sont autant des moteurs de l'histoire que la lutte des classes ou n'importe quel autre concept que les historiens ont la manie de s'approprier. Que serait l'étude de l'Antiquité sans ces chefs-d'œuvre de fiction historique que sont *l'Iliade* et *l'Odyssée*?

On pourrait citer une très longue liste de romanciers des années 1920 et 1930 qui ont écrit sur la Première Guerre mondiale avec une justesse qu'on ne trouvera jamais dans les sources officielles, ni dans les journaux intimes ni dans la correspondance d'époque. Relisons Dos Passos, Cendrars et Manning, qui sont ici de plus sûrs guides que Hemingway, Remarque ou Barbusse. Paul Fussell a très bien expliqué cela dans son livre sur la littérature anglo-saxonne de 14-18.

Les bons romanciers historiques pourraient d'ailleurs faire le procès de beaucoup de mauvais historiens, comme Tolstoï se l'est permis dans *Guerre et Paix* en attaquant Thiers et ses comparses.

Et je rappellerai que, dans les années 1960-1970, l'histoire des mentalités a vécu une vogue qui s'est tarie parce que sa méthodologie était déficiente, se reposant sur le type d'inférence dont je parlais à l'instant, avec en plus une confiance injustifiée dans l'arnaque psychanalytique. Là, certains historiens se sont four-

voyés comme rarement, et après cet échec, ils ont hésité avant de revenir à l'étude de «l'outillage mental».

## Un moyen comme un autre

À fin de son article, madame Dumont semble atténuer sa critique en écrivant que la mise en scène de personnages fictifs dans des situations historiques est plus anodine, quand elle s'appuie sur une recherche documentaire soignée, que lorsqu'un auteur met en scène les personnages historiques eux-mêmes. C'est vrai en général, mais même lorsque l'écrivain met en scène des personnages historiques, il peut toucher le vrai aussi bien que l'historien, dans la mesure où approcher le vrai est possible, si cet écrivain a du talent et s'il se documente correctement.

Ainsi, il y a une grande différence entre un Max Gallo et un Patrick Rambaud. Quand on lit le second, on peut véritablement appréhender l'univers de la guerre napoléonienne. Et, en prime, on évite le culte du grand homme.

Le lecteur de romans est libre de choisir l'auteur qui l'intéresse le plus, et, franchement, je ne crois pas que cela puisse avoir de graves conséquences sur la fragilisation de l'histoire auprès du grand public, comme Micheline Dumont le craint. On lit si peu au Québec que le mauvais roman historique est un moyen pas plus gênant que d'autres d'attirer des lecteurs curieux vers l'histoire. C'est pourquoi l'historien devrait guider le lecteur peu informé dans ses choix de romans historiques en traquant l'erreur là où elle existe, mais en défendant l'œuvre de fiction lorsque celle-ci a du mérite. Et il y a plus d'œuvres méritantes que ne le laisse entendre madame Dumont.

L'historien a l'obligation de critiquer; ce faisant, rien ne devrait l'empêcher d'utiliser le talent et l'imagination de l'artiste pour évoquer un passé irrémédiablement perdu. Le romancier et l'historien font chacun à leur manière œuvre pédagogique. Que l'un possède un meilleur style que l'autre ne devrait pas exciter la jalousie professionnelle, mais servir plutôt à ouvrir un monde qui autrement risque de demeurer inaccessible à la majorité du public.

## De l'insaisissable part du roman historique

JOCELYNE SAUCIER  
Écrivaine

**L'**historienne Micheline Dumont règle ses comptes avec le roman historique et ouvre, dans *Le Devoir* du 11 mars, un débat qui est probablement nécessaire. La vogue du roman historique est en effet impressionnante et justifie qu'on s'y intéresse de façon sérieuse.

Je suis étonnée cependant que la parution de mon dernier roman ait servi d'amorce à ce débat. *Jeanne sur les routes* n'est pas véritablement un roman historique quoique je veuille bien admettre que la distinction ne soit pas aisée. Il ne suffit pas, à mon sens, qu'un roman se déroule en tout ou en partie dans un passé proche ou lointain pour devenir un roman historique. Personne n'aurait songé à ranger le best-seller de Dan Brown sous cette étiquette. *Da Vinci Code* loge dans la plus pure tradition des thrillers bien qu'il suive les fils (réels ou fictifs, la po-

lémique ne s'en est pas tenue là) d'une intrigue qui remonte au début de la chrétienté.

Plus près de nous, il y a *L'Âme frêle*, un très beau roman poétique de Gilles Jobidon. Qui pourrait soutenir à la lecture de ce magnifique chant d'amour qu'il s'agit là d'une chronique sur l'homosexualité en Nouvelle-France? Les exemples sont nombreux de romans qui ont un cadre historique sans pouvoir cadrer dans la catégorie du roman historique.

Micheline Dumont a rangé *Jeanne sur les routes* dans cette catégorie puisque, ne l'ayant pas lu (c'est une évidence), elle a tenu pour acquis la lecture qu'en a faite la critique Suzanne Giguère. Je comprends qu'on puisse se laisser impressionner par la découverte d'une Babel communiste dans l'Abitibi niinière des années trente. Mais ce roman est d'abord et avant tout une œuvre d'imagination qui plonge dans les profondeurs d'une dérive amoureuse.

Je conçois qu'on puisse en faire une tout autre lecture. Un roman se déploie à sa guise dans l'imagi-

naire du lecteur. Je me hêrisse de tout mon être cependant quand Micheline Dumont m'accuse en termes à peine voilés d'avoir spolié l'historienne Andrée Lévesque, en m'inspirant de *Scènes de la vie en rouge - L'époque de Jeanne Corbin, 1906-1944*. Si elle avait lu *Jeanne sur les routes*, elle aurait découvert que le roman n'occulte pas le livre d'Andrée Lévesque mais, au contraire, le met en lumière puisqu'il devient partie intégrante de la trame romanesque dans le dernier chapitre.

Micheline Dumont a bien des comptes à régler. Anachronismes dans les faits, les concepts et la psychologie des personnages, le roman historique lui est détestable à maints égards. L'histoire est minée d'embûches quand elle sert de terreau littéraire, j'en conviens, mais si autant d'écrivains et de lecteurs ont ce besoin de l'appréhender par le roman, c'est qu'il doit bien s'y trouver quelque chose qu'on ne peut saisir que par l'imaginaire. Les historiens devraient avoir l'humilité d'en convenir.



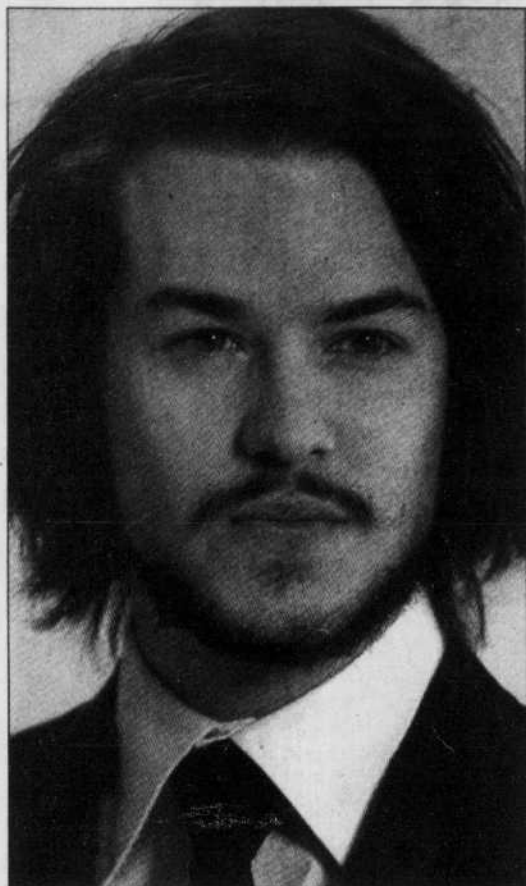
SOURCE UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

La vogue du roman historique est en effet impressionnante et justifie qu'on s'y intéresse de façon sérieuse.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Degline, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (communis Internet) Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux Soucy (Culture), Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relecteurs); Renée Léo Guimont et Serge Paquin (relecteurs supplémentaires); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Belair (théâtre et cahier Culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culture du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Frédérique Doyon (supplémentaire); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Rény (pupitre), Philippe Papineau (supplémentaire), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins (supplémentaire); à l'information internationale : Jean-Pierre Legault (spécialiste international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzzetti, Manon Corzeiller et Alec Castonguay (correspondants parlementaires d'Ontario), Antoine Robitaille et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Pier Frappier, Alexandre Shields (communis); LA DOCUMENTATION : Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING : Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Riopelle, Micheline Swelland, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires); Laurence Theriault (directrice adjointe), Manon Blanche, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); LA PRODUCTION : Christian Gosselin (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Corneils, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemanis, Olivier Zaida. INFORMATIQUE : Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE : Alexandre Gaudreau (coordonnateur de la promotion et de la sollicitation), Caroline Simard (responsable service à la clientèle, par intérim), Monique L'Heureux, Kachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION : François Bisson (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lefleur, Claudette Bellevue (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

## ACTUALITÉS



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Marc-André Grondin, héros du film C.R.A.Z.Y., a obtenu le Jutra du meilleur acteur.

## JUTRA

SUITE DE LA PAGE 1

nomination pour la statuette du meilleur acteur de soutien, dut cependant s'incliner devant son partenaire Michel Côté. Seul un membre de l'équipe C.R.A.Z.Y. pouvait porter ombrage hier à un autre membre de l'équipe C.R.A.Z.Y.

Le film de Jean-Marc Vallée qui couvrait à peu près tout le terrain des prix, glanait également ses palmes (déjà annoncées) du film s'étant le plus illustré à l'étranger ainsi que du billet d'or de l'œuvre la plus fréquentée aux guichets québécois. Du nord au sud et d'est en ouest, C.R.A.Z.Y. aura raflé la mise. Le nombre de lauriers recueillis à l'échelle canadienne et québécoise cette semaine pour la comédie de Vallée donne le tournis. Ça embarrasait pour les autres...

Une unique statuette a échappé à C.R.A.Z.Y. (en nomination dans 14 catégories): Elise Guilbault, sublime de douleur contenue dans *La Neuvaïne* de Bernard Emond a remporté la statuette hautement méritée de la meilleure actrice. Aucune comédienne de C.R.A.Z.Y. n'était en nomination dans cette catégorie.

Mais comme il est dommage que le film de Bernard Emond, si lumineux dans son exploration de la foi et de l'athéisme, n'ait pas recueilli davantage! Cette tornade qui propulsait C.R.A.Z.Y. a desservi des concurrents fort honorables, comme elle a desservi la reconnaissance d'une diversité et la lumière posée sur des œuvres plus marginales, moins plébiscitées que les Jutra devraient souligner. *L'Audition* de Luc Picard a récolté de son côté un prix unique: celui de la musique pour Daniel Bélanger. Encore une catégorie où le film de Jean-Marc Vallée n'était pas en nomination, mais faut-il vraiment le préciser?

Normand Brathwaite a animé la fête de C.R.A.Z.Y. avec aplomb. Denise Filiatrault, respectée de tous, a reçu, émue, son Jutra hommage pour sa longue et prolifique carrière sur tous les écrans du Québec.

Le grand perdant de la fête fut *Maurice Richard* de Charles Binamé qui, avec son portrait du Rocket, accumulait autant de nominations que C.R.A.Z.Y. (14) et dut s'incliner à chaque étape devant son concurrent. Mince consolation pour Charles Binamé: il a reçu le Jutra du meilleur documentaire pour son très beau film *Gilles Carle ou l'indomptable imaginaire*, touchant portrait du cinéaste des *Mâles* et de sa muse Chloé Sainte-Marie. Ce prix fut remporté ex aequo par *La Classe de madame Lise* de Sylvie Groulx, qui suivait le travail d'une enseignante de première année auprès d'enfants de toutes origines ethniques.

D'autres films que *Maurice Richard* sont passés hier dans la trappe des Jutra: *Horloge biologique*, *Le Survenant*, *Saints-Martyrs-des-Damnés*, *Aurora*, *Maman Last Call*, *Familia*. Hop là! Hors du chemin!

Du moins existait-il d'autres catégories... La statuette du meilleur film d'animation fut octroyée au remarquable *Dehors novembre* de Patrick Bouchard, avec des figurines de pâte à modeler sur une chanson désespérée des Colocs. Celle du meilleur court ou moyen métrage a couronné *Une chapelle blanche* de Simon Lavoie, film de nostalgie sur une vieille dame entre souvenirs et modernité. Tom Fermand fut classé meilleur exploitant pour son Cinéma Pine de Sainte-Adèle.

Mais cette huitième soirée des Jutra passera à la petite histoire pour ce record de statuettes sur la tête d'un film qui aura engrangé en aval le plus grand succès public dans nos cinémas. Là où il y en a pour un, il n'y en a pas pour tous...

Le Devoir

## PLC

SUITE DE LA PAGE 1

Le prix d'entrée a été diminué de 33 %, passant de 75 000 \$ à 50 000 \$, le plafond des dépenses a été fixé à 3,4 millions de dollars (en baisse de 15 %), chaque candidat pourra conserver pour lui seul les premiers 500 000 \$ amassés sans verser de quote-part au parti. De plus, les nouveaux militants pourront acheter leur carte de membre en ligne, ce qui permettra d'éviter les querelles de paperasse qui avaient défrayé les manchettes tout au long de la dernière course.

Ces règles, a admis M. Eizenga, ont été adoptées «pour s'assurer que la campagne au leadership attire le plus large éventail possible de candidats». Les Stéphane Dion, Denis Coderre et Belinda Stronach, tous candidats pressentis, les ont approuvées hier soir. Le clan Michael Ignatieff n'a formulé aucun commentaire.

«Ça semble équitable», a déclaré M. Coderre en entrevue téléphonique. Même avis du côté de M. Dion qui ne voit pas en ces règles un «obstacle» à sa candidature. Il prendra sa décision sous peu. «Je sais que, si je tarde trop, cela nuira à ma candidature parce que les autres vont prendre de l'avance.» Dans un communiqué de presse, Mme Stronach a salué les règles qui rendront la course «plus ouverte, plus accessible et plus responsable». Elle dit continuer sa réflexion. «J'ai été très encouragée par

le soutien que j'ai reçu jusqu'à présent.»

Les membres de l'exécutif du PLC ont reconnu que leur décision de tenir un congrès plus tôt que tard s'expliquait beaucoup par la possibilité d'une élection hâtive. «Selon nous, Stephen Harper a eu un très mauvais départ, un des pires qu'un nouveau gouvernement a jamais eus», pense le président Eizenga. «Nous avons senti le besoin d'être prêts le plus tôt possible.» Toutefois, lui et les autres membres de l'exécutif affirment ne pas avoir élaboré de plan B dans le cas du déclenchement d'un élection avant la sélection d'un nouveau chef libéral.

Les prochains jours révéleront ce que pensent les militants et députés libéraux du fait que l'élection du chef et le congrès politique se tiendront le même week-end, du 29 novembre au 3 décembre prochain. Le PLC n'a pas eu de congrès politique — où les militants débattent des positions officielles de leur formation et les adoptent — depuis mars 2000. Généralement, les partis politiques en organisent un tous les deux ans. En novembre 2003, à Toronto, cet exercice avait été réduit à sa plus simple expression pour laisser la place à la grande fête de couronnement de Paul Martin.

La perspective que cela se reproduise a été minimisée par le directeur général du Parti, Steven MacKinnon, promettant un exercice de consultation et de tables rondes au cours des prochains mois. «Une course au leadership est aussi une course aux idées», fait-il valoir. Il dit espérer pouvoir mener les deux exercices en parallèle de manière à «présenter un nouveau visage du Parti libéral» aux Canadiens.

Denis Coderre est plutôt du même avis. «Puisque nous n'avons pas de couronnement cette fois-ci, l'accent sera davantage mis sur les débats. [...] Il y a des gens de droite, de gauche et de centre dans cette course.» Pour Stéphane Dion, c'est été «une erreur» de tenir une conférence politique avant l'élection d'un chef. «Ça aurait fait un peu comme au PQ. Vous faites un manifeste et, après, vous faites une campagne à la chefferie où tous les candidats disent qu'ils n'ont pas besoin de présenter leurs idées parce qu'ils vont respecter ce manifeste. On se retrouve à élire quelqu'un dont ne sait pas ce qu'il pense.»

Par ailleurs, Robert Fragasso a reconnu qu'il était inquiétant que les quatre candidats pressentis à cette course les plus souvent nommés — Belinda Stronach, Scott Brison, Bob Rae et Michael Ignatieff — ont peu de racines dans le parti. «J'en conviens, j'en conviens, mais, très bientôt, vous allez pouvoir constater que des Québécois provenant du Parti libéral vont annoncer leur intention de se présenter. Ce sont des gens de grande valeur.»

Mme Stronach et M. Brison, qui tous deux ne parlent pas le français, sont des transfuges du Parti conservateur. Mme Stronach s'était même présentée au leadership du nouveau parti fusionné en 2004. L'ex-premier ministre ontarien Bob Rae a plutôt milité au NPD tandis que Michael Ignatieff, qui revient d'un séjour de 30 ans aux États-Unis, fera ses premiers pas dans une assemblée législative le 3 avril prochain, lorsque la Chambre des communes reprendra ses travaux.

Le Devoir

## BHL

SUITE DE LA PAGE 1

de se cacher sous des pseudonymes. Pour échapper à la «caricature médiatique» qu'il était devenu, l'envie lui prit de mimer Pessoa ou encore Romain Gary, dissimulé sous Émile Ajar. Mais non, écrivait-il sans rire, «le rôle est déjà pris; la case déjà occupée», phrase trahissant au reste l'immodestie effarante d'un homme obsédé par une «case» qu'il espère occuper dans le regard et Michard du futur. Quand, en 2002, il se rend dans les cinq «trous noirs» de la planète (Burundi, Angola, Sri Lanka, Sud-Soudan, Colombie), il devient alors continuatueur, nous expliqua-t-il avec emphase, de Michel Foucault; celui, journaliste, des grands reportages sur la révolution islamique iranienne de 1979. Quant aux livres de BHL sur Sartre ou sur le journaliste américain Daniel Pearl exécuté par des terroristes islamistes, ce qu'on en dit donne l'impression de détournements, voire de vols, d'identité: vampirisme, greffes de visage littéraires?

Il n'est pas difficile de l'admettre, le «vendeur d'idées» réussissait, dans plusieurs de ses livres (surtout dans celui sur les «trous noirs»), à répondre à certaines attentes. Dire qu'il ne «pense pas» ou qu'il «n'est pas philosophe», comme on a pu l'entendre la semaine dernière dans les médias, c'est sans doute céder à la haine malsaine du «maudit Français cultivé». C'est nier ce qui, même dans les produits les mieux mis en marché, permet de satisfaire réellement le consommateur. Et cela va, dans bien des anciens opus de BHL, au-delà du cynisme du type «même le fast-food nourrit».

## Malbouffe

Mais ici, dans *American Vertigo*, on ne peut pratiquement trouver que malbouffe, que calories vides. Certes BHL y nuance certains préjugés français à l'égard de «l'Amérique»: ne sont pas si obèses; ont quelque chose comme un filet social, etc. Son épilogue de 100 pages contient une réflexion stimulante bien qu'avortée sur le choc Huntington-Fukuyama. Quelques remarques justes sur Walzer. Mais, au total, l'honneur que lui a fait un grand magazine d'idées américain, *The Atlantic Monthly*, d'une «commande»

de textes «sur les traces de Tocqueville» lui est monté à la tête et semble avoir déchaîné chez lui les pires instincts commerciaux et narcissiques. Ce «vendeur d'idées» a sauté avec empressement sur ce joint-venture inespéré. Tocqueville? Je le connais peu, «je l'ai rencontré tard», avoue-t-il, mais «ce n'est pas grave», laisse-t-il entendre. Dans une ère touristique et festive, le circuit organisé à travers des curiosités américaines fera illusion.

Tocqueville, jeune aristocrate du XIX<sup>e</sup> siècle, inconnu au moment de *De la démocratie en Amérique*, homme studieux, âme perspicace, mit cinq ans à écrire chacun des deux tomes de son œuvre maîtresse. Avec quelle douleur le voit-on servir de prétexte à un boomer français accroché à son portable sur la banquette arrière d'une «limo». BHL ne le connaît pas, le cite de manière incidente et commet à son sujet des erreurs d'interprétation et même de fait (une des seules fois où BHL parle d'un chapitre précis de *De la démocratie en Amérique*, sur la «constitution fédérale», il s'y réfère comme le chapitre VIII du «deuxième livre», alors qu'il se trouve dans le premier. En outre, BHL s'entête à parler de «dictature de la majorité»; la formule tocquevillienne était plutôt «tyrannie de la majorité»). Dans les quelque 500 pages de cet interminable traversée, c'est sur l'autouroute, cliché kerouacque, que BHL renvoie une seule fois de manière explicite à la réflexion tocquevillienne sur l'égalité. Contrairement à ce qui se passe en Europe, constate-t-il, «les deux voies», ici, sont «à égale vitesse. Rapides et lents, gros et petits, et donc riches et pauvres, puissants et faibles, dans la file de leur choix. [...] de la démocratie automobile en Amérique!». Dire que ce «produit» caracole en tête dans les palmarès américains et français! Mais l'important, c'est de vendre, n'est-ce pas? De toute façon, «dans les temps de démocratie, le public agit souvent avec les auteurs comme le font d'ordinaire les rois avec leurs courtisans; il les enrichit et les méprise», écrit encore Tocqueville.

Ce dernier avait fait tout sauf un carnet de voyage. Il ne se mettait par ailleurs jamais en scène dans ses livres, contrairement à notre bellâtre à la chemise échancrée. Jeune et anonyme, Tocqueville n'aurait jamais pensé à frapper à la porte des grands Américains de son époque; rencontres qui, de toute façon, ne révèlent à peu près rien sur un pays. Franchement, franchement, que nous apprennent les inter-

views de BHL avec les stars comme Sharon Stone ou Warren Beatty sur «l'Amérique» d'aujourd'hui? A quoi lui sert-il de faire un éloge dégoûtant d'Hillary Clinton sinon parce qu'il rêve d'obtenir un gros retour sur investissement si jamais elle accède à la Maison-Blanche?

## Et le Bas-Canada?

Comment peut-il aussi prétendre avoir marché dans les traces de Tocqueville alors qu'il n'a pas daigné toucher mot de ce que sont devenus ces «débriés d'un peuple ancien», les habitants du Bas-Canada? En ces heures où l'on se questionne à Paris sur la notion même de «Francophonie», où il faut de toute urgence penser le «défi français», selon l'expression de Christian Dufour, il eût été intéressant, qui sait, que ce philosophe hexagonal s'interroge, à partir de remarques pénétrantes de Tocqueville, sur notre bateau commun. Il aurait pu du coup rencontrer un «certain Gérard Bouchard» (pour reprendre sa méprisante formule à propos de l'historien québécois, au moment du débat autour de l'embauche d'Alain Juppé par l'ENAP) et discuter avec lui des «pays neufs» et vieux. S'interroger aussi sur Kerouac, ce Franco-Américain! Non, en ces matières, BHL se veut un strict voltairien: il n'y a ici que «quelques arpents de neige». Voltaire est excusé, il vivait au XVIII<sup>e</sup> siècle. Tocqueville, lui, en 1831, n'avait eu besoin que de faire une courte visite de quelques jours à Montréal et à Québec pour comprendre que, par-delà nos congrès, il y avait ici des enjeux pour nous, pour le continent et pour la France: «Nous arrivons au moment de la crise. Si les Canadiens ne sortent pas de leur apathie, d'ici à vingt ans, il ne sera plus temps d'en sortir. Tout annonce que le réveil de ce peuple approche. Mais si dans cet effort les classes intermédiaires et supérieures de la population canadienne abandonnent les basses classes et se laissent entraîner dans le mouvement anglais, la race française est perdue en Amérique. Et ce serait en vérité dommage, car il y a ici tous les éléments d'un grand peuple. Les Français d'Amérique sont aux Français de France ce que les Américains sont aux Anglais.»

Voilà des phrases regorgeant de sujets de dissertation française, non? Mais, me répondez-vous, aucune idée vendable dans les grands marchés. Vous avez bien raison.

arobitaille@ledevoir.com

## FAROUKI

SUITE DE LA PAGE 1

Les rapports qu'entretiennent les tribus entre elles sont donc toujours de nature conflictuelle, car le seul moyen d'exister pour une tribu est de nier l'autre. «N'ayant comme finalité que sa propre survie et ses propres intérêts, la tribu n'a que faire de l'altruisme ou de la souffrance d'autrui. Elle se nourrit avant tout d'animosité, de méfiance, de compétition. La peur et la haine de l'autre sont les deux affects les plus puissants pour resserrer les liens entre les membres de la tribu.»

Toutes les guerres émergent de conflits entre des tribus, dans lesquelles les individus ont une appartenance si forte qu'ils sont prêts à tuer ou à mourir pour la tribu, explique Nayla Farouki, qui s'est interrogée sur ce phénomène «antibiologique».

La philosophie arrive bien à concevoir que l'être humain pourra sacrifier son instinct de survie pour des membres de sa famille. Mais elle comprend difficilement qu'un individu soit prêt à aller se tuer pour l'honneur ou la gloire d'une nation, voire pour défendre un collectif comme l'ont fait les kamikazes japonais ou comme le font encore aujourd'hui les kamikazes palestiniens et les terroristes islamistes, alors qu'il devrait plutôt assurer sa survie et celle des siens.

«Il semble donc exister un lien culturel symbolique aussi profond et même parfois plus profond que le lien familial, remarque-t-elle. Ainsi, pour les êtres humains, appartenir semble plus important que vivre.»

On constate que maints États-nations fonctionnent comme des tribus, en particulier les régimes dictatoriaux, mais aussi les partis politiques, certaines entreprises et même des ONG humanitaires qui se mettent à agir dans l'intérêt de leur groupe au lieu de travailler strictement pour la cause qu'ils sont censés servir.

## L'Occident détribalisé

Selon Nayla Farouki, l'Occident a réussi à s'affranchir de la logique tribale grâce à deux acquis: l'institution politique inventée par les Grecs, et le système éthique apporté par le monothéisme.

Le politique désacralise le territoire puisqu'il le

transforme en une grande administration. Il dissout ainsi les appartenances dans des institutions au sein desquelles la notion de pouvoir n'appartient plus à un individu — symbole apparent d'un clan —, car celui-ci est au service d'une institution abstraite qui incarne le pouvoir, explique la philosophe.

De plus, la démocratie, en accordant un vote à tous, a personnifié chaque individu, qui pouvait du coup décider contre son clan et ainsi commencer à se dégager de sa tribu, poursuit-elle.

Le monothéisme, quant à lui, a permis à l'humain de se libérer de ses allégeances tribales et d'acquiescer la liberté individuelle, explique Nayla Farouki. L'individu prêtait désormais allégeance non plus à une tribu mais à un principe universel, le dieu du monothéisme. Or l'individualisme est le fait de pouvoir penser par soi-même, peu importe que sa pensée et ses actions soient en accord ou non avec la majorité du clan.

«L'individualisme, la prise de conscience de soi, n'est toutefois pas une tendance naturelle chez l'humain — qui ne naît pas rationnel, volontaire, libre, responsable — et sa mise en place exige une éducation laborieuse et une responsabilisation que l'individu ne souhaite pas entreprendre», prévient Nayla Farouki.

A ses yeux, la philosophie américaine se trompe en croyant que l'humain souhaite la liberté individuelle. «En fait, dans la majorité des cas, il ne la souhaite pas parce qu'elle est trop difficile à porter. La seule chose qu'il désire pour lui-même, c'est de pouvoir s'insérer à l'intérieur de son clan», dit-elle.

Une douzaine de nations développées en Occident ont réussi, au cours des trois derniers siècles, à établir un régime institutionnel fondé sur la liberté individuelle leur permettant de dépasser les rivalités tribales. Le reste du monde, soit l'Asie centrale — à l'exception de la Chine et du Japon, qui ont tiré leur épingle du jeu —, le Moyen-Orient et l'Afrique, demeure toutefois plongé en grande partie dans un tribalisme féroce. Entre autres raisons parce que l'Occident a voulu y construire des États-nations selon son propre modèle.

Un modèle que ces contrées n'ont pas compris par-

ce qu'il exige une longue éducation, ou qu'elles ont carrément rejeté parce que leurs peuples ont l'impression que leur est imposé par l'Occident, avance la philosophe. «Il faudrait «laïciser» les valeurs du respect des institutions politiques et démocratiques, c'est-à-dire les détacher de leur origine occidentale afin de les rendre applicables à toutes les cultures. Le simple fait de faire advenir liberté et démocratie dans ces contrées n'éliminera pas les tribus.»

## Les deux Occidents

Lorsque Nayla Farouki parle des deux Occidents, elle renvoie au fait que l'Occident est constamment «déchiré entre les forces tribales et les forces civilisatrices».

Terres d'immigration, les pays riches ont notamment permis à diverses tribus de s'installer, de croître et de prospérer. Les grandes cités cosmopolites comme Paris ou New York ont ainsi laissé certains segments de leur population se ghettoïser: les Noirs dans le centre des grandes villes américaines, les Maghrébines et les Africains dans les banlieues françaises. «C'est le drame des sociétés occidentales qui n'ont pas compris que la tribalisation qu'elles essaient d'éviter revient par la force des choses avec l'inégalité des chances et la misère», affirme la philosophe.

Mais le plus regrettable, selon elle, c'est que les pays les plus civilisés ne donnent pas l'exemple de la manière de sortir de la tribu. «Puisqu'il est le plus riche, le plus intellectuellement développé, l'Occident devrait s'interroger l'utilisation du vocabulaire tribal», tonne-t-elle. Or, combien de fois entend-on parler de la fierté d'être Américain, de l'honneur et de la gloire du pays ainsi que du sacrifice pour la nation, autant de mots qui traduisent spécifiquement les caractéristiques de la tribu?

Plus que tout, Nayla Farouki craint que «l'identité occidentale se transforme en un véritable sentiment d'appartenance fondé sur la peur de l'autre et l'enfermement sur soi». Et dans ce cas, la fracture entre l'Orient et l'Occident risque de se muer en une redoutable guerre tribale.

Le Devoir

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

## Comment nous joindre ?

## La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courrier redaction@ledevoir.com

## La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courrier avisdev@ledevoir.com

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

## Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courrier abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

## L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390